



**EXTRAIT**  
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**  
**séance du 9 février 2021**

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	45

**2021 - 03      RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE**  
**DEBAT**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 2 février 2021, s'est réuni le mardi 9 février 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :

Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Anne-Marie DUVAL, Cyril DAUPHOUD, Marie CHABAUD, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Jean-Marc GARNIER, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Dominique BOURRET, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Marie-Madeleine GUALLINO, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Alexane ISNARD.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Roger MISSENTI  
Madame Jocelyne BUSTAMENTE  
Madame Stéphanie MANDREA  
Madame Magali CONESA  
Madame Mékia Noura ADDAD  
Monsieur Patrick ISNARD  
Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Monsieur Roger MISSENTI à Monsieur Pascal PELLEGRINO  
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Monsieur Nicolas DOYEN  
Madame Stéphanie MANDREA à Madame Mélanie ZARRILLO  
Madame Magali CONESA à Monsieur Philippe Emmanuel de FONTMICHEL  
Madame Mékia Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE  
Monsieur Patrick ISNARD à Madame Alexane ISNARD  
Monsieur Jean-Paul CAMERANO à Madame Myriam LAZREUG

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 8 décembre 2020.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

- |                  |   |
|------------------|---|
| <b>2021 - 08</b> | <b>VENTE DE PARCELLES SISES BOULEVARD EUGENE CHARABOT<br/>ET D'UNE PARTIE DU DOMAINE PUBLIC ALLEE JEAN MOULIN<br/>DECLASSEMENT PREALABLE – MODIFICATION</b> |
| <b>2021 - 11</b> | <b>ACQUISITION DES LOCAUX OCCUPES PAR LE SERVICE PROXIMITE<br/>DU PLAN DE GRASSE</b>  |

DU 9 FEVRIER 2021

**RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE – DEBAT**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

Le présent rapport d'orientation budgétaire pour l'année 2021 a pour objet de présenter les éléments nécessaires au Débat d'Orientation Budgétaire.

Monsieur le Maire expose :

Avant l'examen du budget, l'exécutif des communes de plus de 3 500 habitants, des EPCI qui comprennent au moins une commune de plus de 3 500 habitants, des départements, des régions et des métropoles présente à son assemblée délibérante un rapport sur :

- les orientations budgétaires : évolutions prévisionnelles de dépenses et recettes (fonctionnement et investissement), en précisant les hypothèses d'évolution retenues ;
- les engagements pluriannuels envisagés : programmation des investissements avec une prévision des recettes et des dépenses ;
- la structure et la gestion de la dette contractée, les perspectives pour le projet de budget, en précisant le profil de dette visé pour l'exercice.

Il fournit les éléments en vue du Débat d'Orientation Budgétaire :

- qui permet à l'Assemblée délibérante et à travers elle aux administrés, d'être informés sur l'évolution de la situation financière de la Collectivité ;
- qui permet de débattre des orientations budgétaires qui préfigurent les priorités qui seront retenues dans le cadre du Budget Primitif ;
- qui offre enfin la possibilité à l'ensemble des élus de s'exprimer sur la stratégie financière de la Collectivité et éventuellement d'émettre des propositions en vue du prochain budget.

## INTRODUCTION

### CONTEXTE ECONOMIQUE 2020 ET PERSPECTIVES 2021 (source Finance Active)

Après une année 2019 marquée par une croissance qui avait résisté (1,5 % vs 1,8 % en 2018) dans un contexte international dégradé, l'année 2020 a été marquée par une recession d'une ampleur sans précédent.

En effet, la pandémie de la COVID-19 a induit une crise sanitaire et économique d'une ampleur inédite.

Pour y faire face, le Gouvernement a déployé des mesures massives d'urgence et de soutien pour protéger la santé des citoyens, mais également les revenus des ménages et la pérennité des entreprises.

Cependant, l'épidémie et les mesures mises en œuvre pour en limiter l'impact ont profondément affecté l'activité économique, dont la portée se mesure par une chute du PIB de - 5,9 % au 1<sup>er</sup> trimestre et de - 13,8 % supplémentaires au 2<sup>e</sup> trimestre.

Toutefois, les mesures engagées par le Gouvernement et plus particulièrement la mise en œuvre du plan « France relance » de 100 milliards d'euros sur deux ans, annoncée par le Premier Ministre le 3 septembre 2020, étaient sans compter l'arrivée d'une « 2<sup>ème</sup> vague » qui a une nouvelle fois bouleversé les prévisions économiques déjà très dégradées, qui prévoyaient pour 2020 un déficit public de 10,2 % et une dette publique à hauteur de 117,5 % du PIB.

Selon un article publié le 14 octobre 2020 par le département d'analyse et prévision de l'Observatoire Français des Conjonctures Economiques (Sciences PO OFCE) :

***Dans le monde***, la valeur ajoutée ne retrouvera son niveau de fin 2019 qu'à la fin 2021, après une chute de plus de 10 % au deuxième trimestre 2020, impliquant ainsi la perte de deux années de croissance du fait de la crise sanitaire.

*L'évaluation de cette perte d'activité liée à la crise de la Covid-19 fin 2021 se situe entre - 2 points (Allemagne et Italie) et - 6 points de PIB (Espagne).*

*Pour la Chine, la perte serait de 2,3 points de PIB. Dans les principaux pays développés, une épargne « forcée » s'est constituée durant la crise sanitaire. À la mi-2020, elle est évaluée à près de 90 milliards de livres sterling pour les ménages britanniques soit 12 points de leur revenu disponible (RdB), à plus de 60 milliards d'euros en France et en Allemagne (respectivement 8,6 et 7,6 points de RdB) et est proche de 40 milliards d'euros en Espagne et en Italie (respectivement 10 et 6,4 points de RdB).*

*Cette épargne moyenne cache la dynamique de la pauvreté.*

***En France***, sur l'ensemble de l'année 2020, les prévisions s'orientent vers une baisse de 9 % du PIB. 55 % du choc serait absorbé par les administrations publiques. Les entreprises verraient leur revenu se réduire de 56 milliards (ce qui correspond à 41 % du choc) et leur taux de marge baisserait de 4,2 points de valeur ajoutée sur l'année.

*La baisse de revenu pour les ménages serait limitée (- 5 milliards) et l'accumulation d'« épargne Covid » serait élevée, représentant 86 milliards d'euros sur l'ensemble de l'année 2020. Pour 2020 le déficit atteindrait - 8,9 % de PIB, un maximum historique depuis que les comptes nationaux sont disponibles.*

### **Les perspectives économiques et le contexte de marché**

Depuis plusieurs années, les marchés financiers évoluent au rythme des annonces des banques centrales qui, en créant massivement de la monnaie au plein cœur de la crise, sont devenues des acteurs incontournables des marchés.

La Banque Centrale Européenne (BCE) ne déroge pas à cette règle et chaque allocution de sa présidence agite les marchés qui essaient d'en anticiper les annonces.

Le premier novembre 2019, Monsieur Mario Draghi, président du Conseil des Gouverneurs de la BCE depuis 2011, est arrivé au terme de son mandat, Madame Christine Lagarde, ancienne Directrice générale du Fonds Monétaire International (FMI) lui a succédé pour un mandat de huit ans.



Pour rappel, le rôle de la BCE est de « gérer la monnaie unique, assurer la stabilité des prix et mener la politique économique et monétaire en Zone Euro ». Dans les faits, la ligne directrice de la BCE est de maintenir l'inflation en Zone Euro à un niveau proche / mais inférieur à 2 %.

Pour ce faire, la BCE dispose d'un certain nombre d'outils de politique monétaire :

- Les mesures dites « conventionnelles » :

La banque centrale peut moduler les niveaux de taux auxquels elle prête aux banques mais également le niveau auquel elle rémunère les dépôts des banques auprès de la BCE. L'action de la BCE sur ses taux directeurs a principalement un impact sur les taux courts, c'est-à-dire sur les index Euribor, €STR, Eonia, ... ;

- Les mesures dites « non-conventionnelles » :

La banque centrale peut également, lorsque la situation économique l'y oblige, créer de la monnaie en rachetant des titres sur le marché secondaire (des obligations d'Etat dans un premier temps puis des titres « corporate » dans un second temps).

C'est ce que l'on appelle le Quantitative Easing (QE). Ces mesures peuvent également s'accompagner de prêts au secteur bancaire classique sur des durées plus longues qu'observées traditionnellement et à des taux bonifiés si les prêts sont par la suite redistribués dans l'économie réelle. Il s'agit des opérations dites de TLTRO (Targeted Longer-Term Refinancing Operations).

Les mesures non-conventionnelles de la BCE pèsent majoritairement sur les taux longs.

### **Une crise sanitaire toujours au coeur de l'actualité**

La crise sanitaire d'ampleur mondiale que nous traversons depuis le début de l'année 2020 constitue depuis son déclenchement un sujet d'actualité de premier plan qui dépasse le cadre sanitaire et qui s'étend aujourd'hui aux sphères politiques, économiques et sociales.

Si la pandémie semble être maîtrisée dans certains pays tels que la Chine, pays où elle trouve son origine, elle frappe toujours les Etats-Unis et l'Europe.

Au cours des neuf mois qui se sont écoulés depuis le début de l'épidémie, les premiers impacts économiques de la crise sanitaire et des mesures mises en place pour endiguer sa propagation ont été observés.

Parmi ces impacts, nous pouvons citer la forte chute du prix du baril de pétrole jusqu'à - 37 dollar le baril le 20 avril, qui résulte du ralentissement de l'activité économique et de la demande mondiale.

Outre ce chiffre inédit, d'autres montants sans précédent peuvent être cités, tel que 750 milliards d'euros, qui correspondent à l'enveloppe débloquée par la Commission européenne pour venir en aide aux Etats européens en difficulté, ou encore, le chiffre de 20 millions de destructions d'emplois survenues pour le seul mois d'avril aux Etats-Unis.

Malgré ces chiffres inédits, les mesures économiques prises par les gouvernements et les institutions supranationales pour soutenir l'économie semblent avoir permis de limiter l'ampleur de la crise, dont l'évolution est étroitement corrélée à la résolution de la crise sanitaire.

### **Politiques de soutien budgétaire et monétaire sans précédent**

Pour rappel, parallèlement aux mesures sanitaires visant à contenir l'épidémie de COVID19, les gouvernements et les banques centrales, forts de leurs expériences lors de la crise de 2008, sont intervenus pour soutenir l'économie pendant la période de confinement.

Ces plans de soutien visent à répondre à trois objectifs.

En premier lieu, il s'agit de financer les dispositifs d'indemnisation des entreprises et citoyens à la suite de l'arrêt de l'activité, avec, par exemple le financement par l'Etat du chômage partiel en France, qui a concerné cinq millions de personnes pour 337 000 entreprises et représenté un volume de 45 milliards d'euros.

Le second objectif est de conserver un marché des financements fonctionnel, c'est-à-dire que les banques puissent continuer de se financer et de fournir des liquidités aux différents acteurs économiques. Pour ce faire, des programmes de garantie d'emprunts sont mis en place par les Etats : en France, un programme de 300 milliards de garanties d'emprunts a été acté.

Par ailleurs, l'Eurogroupe a annoncé un plan d'urgence à hauteur de 540 milliards d'euros s'articulant en trois points :

- Une enveloppe de 200 milliards d'euros est accordée à la Banque Européenne d'Investissement pour l'octroi de prêts nouveaux aux entreprises ;
- La Commission européenne pourra lever 100 milliards d'euros sur les marchés pour aider les Etats membres à financer des mesures sociales et notamment le chômage partiel ;
- L'octroi pour les pays les plus touchés par le virus de lignes de crédit préventives par le Mécanisme Européen de Stabilité, dans la limite de 240 milliards d'euros.

Enfin, le troisième objectif pour les banques centrales est de permettre aux Etats de pouvoir s'endetter dans les meilleures conditions possibles. Par exemple, une dette qui serait émise à un taux de 0,00 % pourrait se résorber progressivement avec l'inflation.

Dans cet objectif, la Banque centrale européenne, en plus de son programme de Quantitative Easing rétabli au mois de novembre dernier (qui vise à racheter 20 milliards d'euros de titres d'Etats et d'entreprises chaque mois), a pris les décisions suivantes :

- La mise en place d'un programme de rachat d'actifs supplémentaire : PEPP (Pandemic Emergency Purchase Programme : programme d'achat d'urgence pandémique) à hauteur de 750 milliards d'euros et s'étalant jusqu'à la fin de l'année 2020 ;
- Le maintien de ses taux directeurs à des niveaux très bas.

### **Une reprise économique attendue pour 2021 ?**

Les différents dispositifs de soutien à l'économie mis en place se sont montrés efficaces et ont permis aux économies occidentales de limiter certains effets de la crise et notamment l'impact social.

En Europe, les mesures de chômage partiel ont permis de limiter l'augmentation du taux de chômage, qui n'a augmenté que de 0,6 points entre février et août, en passant de 7,3 % à 7,9 %.

Cette faible évolution a permis une reprise d'activité rapide dès la fin des mesures de confinement.

A l'inverse, aux Etats-Unis où le marché de l'emploi est plus flexible et dont le taux de chômage est structurellement plus faible qu'en Europe, de telles mesures de chômage partiel n'ont pas été mises en oeuvre. Ainsi, au plus fort de la crise le taux de chômage aux Etats-Unis a été multiplié par quatre en atteignant 14,7 %, contre 3,5 % observé avant la crise, son plus bas niveau historique. La flexibilité du marché du travail américain a toutefois permis une diminution régulière de ce taux de chômage au rythme de la reprise de l'activité économique, pour atteindre le niveau de 8,4 % au mois d'août dernier.

Du côté de la croissance économique, le constat a été plus nuancé avec des premières prévisions très pessimistes.

Dans ses prévisions de croissance en date du mois de juin, le FMI anticipait une récession à hauteur de 10,2 % en 2020 pour la Zone Euro, et 8,0 % pour les Etats-Unis.

Pour la Chine, aucune récession n'était attendue, mais une croissance atone à 1,0 %, son niveau le plus faible depuis plus de 40 ans. Toutefois, après un troisième trimestre plus dynamique qu'anticipé, les analystes ont revu à la hausse leurs prévisions. C'est ce qu'illustrent les chiffres publiés par l'OCDE au mois de septembre avec une récession de 7,9 % en Zone Euro pour 2020, de 3,8 % pour les Etats-Unis et une croissance de 1,8 % pour la Chine.

Si ces prévisions sont moins pessimistes, elles restent toutefois négatives pour l'économie mondiale, dont le PIB est attendu en recul de 4,5 % sur cette même année. Selon les mêmes hypothèses, l'activité économique devrait connaître un fort rebond en 2021, avec des chiffres de croissance estimés à 5,1 % pour la Zone Euro, 4,0 % pour les Etats-Unis et jusqu'à 8,0 % pour la Chine.

Ainsi, malgré le recul de l'activité économique mondiale en 2020, le PIB devrait renouer avec la croissance en 2021 selon les dernières estimations, bien que cette reprise soit fortement conditionnée par l'évolution de la pandémie.

Le climat d'optimisme quant à l'évolution positive de la conjoncture économique peut également s'observer à travers le prisme des indices PMI, qui se sont fortement améliorés depuis le début de la crise sanitaire. Pour rappel, les indicateurs PMI sont des indicateurs de sentiment obtenus par sondage des responsables d'entreprises, au regard du dynamisme économique de la zone étudiée.

Une valeur supérieure à 50 traduit un climat optimiste et des prévisions d'expansion économique. A l'inverse, un indicateur en dessous de 50 traduit un pessimisme de leur part et donc des prévisions de contraction de l'activité économique. En Zone Euro, l'indice PMI composite est passé d'un niveau historiquement bas de 11,1 au mois d'avril à 48,5 au mois de septembre, soit un niveau bien plus proche de l'équilibre, ce qui traduit un niveau de confiance plus fort de la part des agents économiques.

## **PROJET LOI DE FINANCES 2021 – LES MESURES PRINCIPALES IMPACTANT LES COLLECTIVITES LOCALES** *(source : dossier de presse Projet de loi de finances 2021 – 28 septembre 2020)*

Le projet de Loi de Finances pour 2021 s'inscrit dans un contexte exceptionnel et au sein d'une crise sanitaire qui bouleverse le fonctionnement des institutions françaises.

### **Le soutien à l'investissement**

L'Etat prévoit dans son projet de loi de finances (PLF) un concours financier aux collectivités à hauteur de 50,3 Md€ en 2021 contre 49,1 Md€ en 2020, après retraitement des mesures correspondant à la création de nouvelles compensations fiscales. Cette rallonge de 1,2 Md€ en un an est la conséquence du soutien apporté par l'Etat aux collectivités, tant sur leur recettes de fonctionnement (provisions pour alimenter le « filet de sécurité » institué dans la LFR-III de 2020) que sur leurs investissements et notamment par la progression de 0,55 Md€ du FCTVA et de 0,15 Md€ des crédits de paiement sur les dotations d'investissement.

Hors mesures de relance, la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR), la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL), la dotation de soutien à l'investissement des départements (DSID) et la dotation politique de la ville (DPV) sont stables par rapport à l'année dernière avec près de 2 Md€.

En outre, l'investissement local bénéficie cette année et l'année prochaine de moyens complémentaires avec l'ouverture en LFR-III d'une DSIL exceptionnelle dotée d'1 Md€ en autorisation d'engagement et l'inscription dans le PLF 2021 d'1 Md€ de crédits dédiés à la rénovation thermique des bâtiments communaux et départementaux.

Le Fonds de Compensation de la Taxe sur la valeur Ajoutée (FCTVA), principale aide de l'Etat aux collectivités territoriales en matière d'investissement, devrait progresser de 546 M€ par rapport à 2020, soit au total 6,5 Mds€ pour 2021.

Cela est lié au rythme d'investissement des collectivités qui a été en hausse ces deux dernières années.

Cependant, cette décision reste à confirmer avec l'établissement des comptes administratifs 2020, au vu du contexte sanitaire actuel et du ralentissement économique.

Le PLF 2021 prévoit dans son article 57 l'application progressive de la date d'entrée en vigueur de l'automatisation du FCTVA. Repoussée lors des Lois de Finances pour 2019 et 2020, la première phase débutera dès janvier 2021.

Le dispositif est régi par les articles L1615-1 à 1615-12 du CGCT.

Le FCTVA est un prélèvement sur les recettes de l'Etat destiné à assurer une compensation de la charge de TVA que les collectivités supportent sur leurs dépenses d'investissement.

Pour rappel : le taux de FCTVA est de 16,404 % appliqué au montant TTC.

Pour la Ville de Grasse qui bénéficie aujourd'hui du régime de versement droit commun, sa perception intervient 2 ans après la réalisation des dépenses.

Le dispositif exposé dans l'article 57 du PLF 2021 vise ainsi à dématérialiser l'ensemble de la procédure d'instruction, de contrôle et du versement du FCTVA avec plusieurs bénéfices associés :

- Davantage de fiabilité dans les montants prévisionnels de FCTVA permettant de renforcer la qualité des prévisions budgétaires des collectivités ;
- Une gestion moins lourde pour les collectivités comme pour les services de l'Etat réduisant ainsi le délai de versement.

La Loi de Finances pour 2020 avait prévu un report de l'entrée en vigueur de la réforme, dans un objectif de respect de la neutralité budgétaire de l'automatisation. Les analyses menées démontrent qu'il demeure un surcoût résiduel pour l'Etat pouvant aller jusqu'à 235 M€ par an, c'est pour cela que le gouvernement souhaite privilégier une mise en œuvre progressive.

Dès le 1er janvier 2021, l'automatisation est effective pour les collectivités qui perçoivent le FCTVA l'année de la réalisation de la dépense.

Un premier bilan sera établi à l'issue de la première phase, permettant de s'assurer de la neutralité budgétaire de la réforme avant de généraliser le processus aux autres collectivités.

Le bilan permettra d'identifier les surcoûts et le cas échéant appliquera des corrections. Cette mesure sera couplée à une amélioration des contrôles effectués par les préfectures et les postes comptables.

Une application dédiée au traitement et au versement automatisé du FCTVA a été développée (ALICE).

Cette mise en place a un bémol, cette mesure étant accompagnée d'une modification de la base d'éligibilité .

Ainsi, l'article prévoit également la modification de l'article L1615-1 du CGCT qui définit le FCTVA : l'expression « remboursement intégral » est supprimée au profit de « compenser ». Il semble donc que les attributions du FCTVA risquent d'être réduites.

Un décret viendra préciser l'application du dispositif mais d'ores et déjà, certaines dépenses comme les fonds de concours ne seront plus éligibles à compter des nouvelles dépenses de 2021.

### **Mise en place de la possibilité de transfert à la direction générale des finances publiques (DGFIP) de la gestion des taxes d'urbanisme**

Le PLF 2021 prévoit dans son article 44 la possibilité de transfert à la DGFIP de la gestion des taxes d'urbanisme.

Ce transfert a été décidé par circulaire du 12 juin 2019 relative à la mise en oeuvre de la réforme de l'organisation territoriale de l'Etat. Il contribue à optimiser l'organisation des services territoriaux de l'État et l'unification des missions de gestion de l'impôt au sein de la DGFIP.

Le présent article vise à poser le cadre du transfert de la gestion des taxes d'urbanisme des Directions Départementales des Territoires (DDT) à la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP), qui n'en assure aujourd'hui que le recouvrement.

Les taxes d'urbanisme comprennent notamment la taxe d'aménagement perçue par les collectivités locales.

Ce dispositif a pour objectif l'unification des missions de gestion de l'impôt au sein de la DGFIP afin de moderniser le processus de collecte, en particulier la dématérialisation des démarches et ainsi accroître la fiabilité des ressources perçues par les collectivités.

Du côté des contribuables, cela devrait permettre de simplifier les obligations déclaratives.

Actuellement, la taxe d'aménagement est éligible dès la délivrance des autorisations d'urbanisme.

L'article 44 du PLF 2021 propose de décaler l'exigibilité de la taxe d'aménagement à l'achèvement des travaux soumis à autorisation, afin de fusionner les obligations déclaratives avec celles liées aux changements fonciers.

L'article 44 propose également d'habiliter le Gouvernement à légiférer par voie d'ordonnance afin de définir, d'ici à 2022, le cadre normatif du transfert des taxes d'urbanisme. Cette ordonnance sera soumise à la consultation des collectivités territoriales

Le transfert devrait être effectif au 2<sup>ème</sup> semestre 2022.

### **La dotation globale de fonctionnement**

La Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) des communes comprend la Dotation Forfaitaire (DF) et les dotations de péréquation verticale (Dotation de Solidarité Urbaine-DSU, de Solidarité Rurale-DSR et Dotation Nationale de Péréquation-DNP).

La Loi de Finances 2021 n'apporte aucune modification notable à ces dotations.

En effet, le calcul de la dotation forfaitaire reste inchangé (variation de population et écrêtement en fonction de l'écart à la moyenne du potentiel fiscal). Ainsi, bien que ne tenant plus compte de la Contribution au Redressement des Finances Publiques (CRFP) depuis l'année 2018, la Dotation Forfaitaire (DF) demeure toutefois soumise au mécanisme d'écrêtement.

L'écrêtement de la dotation forfaitaire des communes permet notamment de financer les abondements d'enveloppes de péréquation verticale. Ils sont identiques dans ce PLF 2021 à ceux de l'année dernière.

En tenant compte de ces éléments, La DGF devrait être relativement stable en 2021 par rapport à 2020, avec 18,3 Md€ pour le bloc communal et 8,5 Md€ pour les départements, soit 26,8 Md€ au total.

Au sein de la DGF, les dotations de péréquation attribuées aux collectivités disposant des ressources les plus faibles ou des charges les plus élevées continueront de progresser, par redéploiement depuis les parts forfaitaires ou de compensation.

Point d'attention néanmoins, la crise sanitaire de 2020 et dans une moindre mesure de 2021 auront une influence sur le potentiel fiscal de chaque collectivité durant les prochaines années.

Une évolution de l'écrêtement peut être constatée à la hausse ou à la baisse en fonction de l'évolution comparée de la richesse fiscale des autres communes du pays.

Cet impact n'étant pas encore mesurable, il conviendra d'être très prudents dans nos prévisions d'évolutions.

### **Péréquation verticale : abondements identiques à ceux de 2020**

Depuis la fin de la contribution au redressement des finances publiques en 2018, les dotations de péréquation verticale sont moins abondées qu'auparavant. En effet, de 2014 à 2017, ces dotations de péréquation avaient pour objectif de « contrer » l'évolution à la baisse de la dotation forfaitaire pour les communes les moins favorisées.

Pour 2021, les hausses de DSU et de DSR s'établissent à 90 M€, comme en 2020. Les communes éligibles à ces dotations bénéficieront ainsi de ces augmentations.

La DNP n'a pas été abondée depuis la Loi de Finances 2015 (elle devait d'ailleurs disparaître dans le PLF 2016, et peut encore apparaître pour certains comme étant une dotation en sursis). Ainsi, à critères équivalents et toute chose égale par ailleurs, cette dotation pourra être envisagée stable.

### **Fonds de Péréquation des Ressources Communales et Intercommunales (FPIC) : Une enveloppe globale toujours maintenue à 1 Md d'euros**

L'enveloppe globale du FPIC ne connaît pas de modification en 2021 et reste, cette année encore, figée à 1 milliard d'euros comme décidé en Loi de Finances pour 2019. Cependant, ce maintien ne signifie pas pour autant une absence de changements du montant perçu par le bloc communal localement.

Voici la liste des modifications qui pourraient avoir comme conséquence une variation du montant du FPIC prélevé ou versé pour notre entité :

- L'ensemble des transferts de compétences (impactant le CIF) ;
- Toute modification de la population DGF ;
- Toute modification du potentiel financier par habitant ;
- Toute modification de la carte intercommunale au niveau national.



Dans la mesure où notre ensemble intercommunal n'a pas connu de changements notables (périmètre, population, transferts de compétences), il sera recommandé de tenir compte dans notre élaboration budgétaire d'un montant de contribution supérieur à celui versé en 2020.

### **Le financement de l'enveloppe normée via les variables d'ajustement**

L'article 22 du PLF pour 2021 fixe le montant de la dotation globale de fonctionnement (DGF), mais également les variables d'ajustement qui permettront de financer l'enveloppe normée.

Les variables d'ajustement participent au financement des autres mesures de l'enveloppe normée.

Le périmètre reste très fluctuant au gré des lois de finances, ces dernières évoluant presque tous les ans.

Le bloc communal a définitivement perdu la DUCSTP (Dotation Unique de Compensation de la Suppression de la Taxe Professionnelle) en 2018 et subi un écrêtement du FDPTP (Fonds Départementaux de Péréquation de la Taxe Professionnelle) jusqu'en 2019.

Sa DC RTP (Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle) aurait dû être écrêtée en 2018 avant un ultime retour en arrière de Bercy, mais les années 2019 et 2020 ont bien été marquées par un écrêtement de cette DC RTP, ce qui a bien été le cas pour la Ville de Grasse.

En revanche pour 2021, le bloc communal est cette fois-ci épargné.

### **Une simplification de la taxation sur l'électricité**

L'article 13 du projet de loi de finances prévoit de simplifier la gestion des différentes taxes dues par les fournisseurs d'électricité au titre de la consommation finale d'électricité et d'unifier leur recouvrement par la direction générale des finances publiques (DGFIP).

Jusqu'ici, la gestion et le recouvrement de la TICFE (perçue au profit de l'Etat), de la TDCFE (perçue au profit des départements) et de la TCCFE (perçue au profit des communes) étaient partagés entre plusieurs administrations.

Cette complexité était à l'origine de nombreuses inefficiences à la fois pour les redevables, les consommateurs finaux et les collectivités gestionnaires.

L'objectif de cette réforme est à la fois de simplifier le recouvrement de la taxe (avec la mise en place d'un guichet unique à la DGFIP) et de procéder à une harmonisation des tarifs. Ainsi, les taxes locales sur la consommation finale d'électricité deviendront des quotes-parts de la taxe nationale sur l'électricité.

La réforme sera mise en oeuvre en trois étapes :

- Au 1<sup>er</sup> janvier 2021, il sera procédé à un alignement des dispositifs juridiques et notamment des tarifs entre les trois taxes précitées ;
- Au 1<sup>er</sup> janvier 2022, la TDCFE (perçue par les départements et la métropole de Lyon) deviendra une part départementale de la taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité (TICFE) ;
- Enfin, au 1<sup>er</sup> janvier 2023, une part communale sera instituée en remplacement de la taxe communale dont la gestion sera également transférée à la DGFIP.

Les collectivités et leurs groupements qui disposaient encore d'un pouvoir de modulation des tarifs de la taxe via la fixation du coefficient multiplicateur le perdront progressivement. Pour rappel, ce coefficient pouvait être choisi par les communes entre 0 et 8,5, (8,5 pour la Ville de Grasse). Le niveau de coefficient voté induisait un produit de la TCCFE plus ou moins important.

Ainsi, la modulation du coefficient à la hausse ou à la baisse par voie de délibération ne pourra se faire que dans le respect de nouveaux planchers légaux.

Ainsi, en cas d'absence de coefficient multiplicateur ou de coefficient inférieur à ces seuils au sein de la collectivité, ces coefficients planchers s'appliqueront automatiquement.

En 2023, le montant de cette taxe perçue par les communes sera égal au montant de la taxe perçue en 2021, augmenté de 1,5 %.

A partir de 2024, le produit de la taxe évoluera chaque année en fonction de la quantité d'électricité fournie sur le territoire concerné aux cours des deux dernières années.

### **Entrée en vigueur de l'acte II de la réforme de la taxe d'habitation (TH)**

Pour rappel, la loi de finances pour 2020 prévoit une suppression du produit de la TH sur les résidences principales et des compensations fiscales afférentes, pour le bloc communal à partir de 2021.

En 2020, 80 % des ménages ne paient d'ores et déjà plus de taxe d'habitation sur les résidences principales. Les 20 % des ménages qui restent assujettis à cet impôt bénéficieront d'un dégrèvement de 30 % en 2021, puis de 65 % en 2022. Ainsi, en 2023, plus aucun foyer ne paiera cette taxe sur sa résidence principale.

En compensation de la suppression de la TH, les communes et EPCI percevront respectivement la part départementale de la taxe sur les propriétés bâties et une fraction de TVA.

A noter, la part départementale de la taxe sur les propriétés bâties sera répartie entre les communes grâce à un mécanisme de coefficient correcteur visant à leur garantir une compensation à l'euro près, neutralisant ainsi les situations de sur-compensation ou de sous-compensation.

Alors qu'il était initialement prévu dans la loi de finances pour 2020 que les EPCI et les départements bénéficient du dynamisme du produit de TVA perçue par l'Etat en N-1 pour la compensation de la perte du produit de TH et de taxe foncière, ce principe est remis en cause par un amendement gouvernemental.

En effet, en raison de la crise sanitaire et du déclin de l'activité économique en 2020, l'Etat anticipe un rebond de l'activité en 2021 et donc une forte hausse du produit de TVA (de l'ordre de 10 %), ce qui se serait traduit par un net surcoût pour l'Etat en application du mécanisme prévu jusqu'alors.

Afin de l'éviter, l'amendement prévoit un nouveau mode de calcul de la compensation avec un versement dynamique de la TVA l'année en cours et non plus avec un an de retard. Dommage pour les départements et les EPCI qui auraient pu bénéficier de cet effet d'aubaine estimé à 1 Md€ pour les départements et 500 M€ pour les EPCI.

### **Le plan de relance**

Présenté le 3 septembre 2020, le Plan de Relance s'élève à 100 milliards d'euros consacrés à trois sujets prioritaires :

- La transition écologique ;
- La compétitivité des entreprises ;
- La cohésion sociale et territoriale.

Les mesures qui impacteront les collectivités sont les suivantes :

- Rénovation thermique : 4 milliards d'euros devraient être investis par l'Etat. 500 millions d'euros devraient également être fléchés sur la rénovation thermique du parc de logement social via les collectivités et les organismes HLM.

- Centre de tri et déchets : 500 millions d'euros seront consacrés à l'économie circulaire et au traitement des déchets : développement des centres de tri, soutien au tri des déchets recyclables, « via une aide financière aux collectivités locales pour le déploiement du tri sélectif sur la voie publique », soutien à la valorisation des biodéchets, aides financières à l'investissement dans des unités de production d'énergie à partir de combustibles de récupération.

Les fonds seront débloqués et versés, via l'Ademe, entre 2020 et 2022.

- Infrastructures et transports : 1,2 milliards d'euros seront consacrés aux « mobilités du quotidien », 4,7 milliards d'euros pour le ferroviaire et 550 millions d'euros pour les travaux d'infrastructure.

- Fiscalité Locale : baisse des impôts de production : CVAE, CFE et TFB.

Le PLF pour 2021 marque également l'engagement du Gouvernement en faveur de la transition écologique.

La fiscalité environnementale renforcera également les incitations en faveur des énergies renouvelables, de la réduction des émissions de gaz à effet de serre et de la lutte contre l'artificialisation des sols.

Le PLF pour 2021 est le premier exercice du budget vert.

De manière inédite, la totalité des dépenses du budget de l'État et des dépenses fiscales font l'objet d'une cotation indiquant leur impact environnemental (climat, adaptation au changement climatique, ressource en eau, économie circulaire, lutte contre les pollutions, biodiversité).

La France est pionnière au niveau mondial dans cette démarche de transparence, qui enrichit l'information du Parlement et des citoyens sur les effets de l'action publique sur l'environnement.

## SOMMAIRE :

• A - Bilan 2014-2019.....	p. 13
➤ Les produits de fonctionnement.....	p. 13
➤ Les dépenses de fonctionnement.....	p. 18
➤ La dette - les charges financières .....	p. 21
➤ L'épargne brute.....	p. 22
➤ L'investissement.....	p. 24
• B - Compte Administratif prévisionnel 2020.....	p. 26
➤ Les produits de fonctionnement.....	p. 27
➤ Les dépenses de fonctionnement.....	p. 34
➤ Les ratios de gestion.....	p. 36
➤ L'investissement.....	p. 37
• C – Structure et gestion de la dette.....	p. 39
➤ Situation de la dette financière au 31 décembre 2020.....	p. 39
➤ Structure de la dette au 31 décembre 2020.....	p. 41
➤ Dette « hors charte » et à « taux complexes » au 31 décembre 2020.....	p. 45
• D – Cadre pluriannuel de fonctionnement 2021-2025.....	p. 49
➤ Les hypothèses retenues en recettes de fonctionnement.....	p. 49
➤ Les hypothèses retenues en dépenses de fonctionnement.....	p. 57
• E - Evolution prévisionnelle et exécution des dépenses de personnel.....	p. 63
• F - Cadre pluriannuel d'investissement 2021-2025.....	p. 66
➤ Plan pluriannuel d'investissement 2021-2025.....	p. 67
➤ Détail du financement de l'investissement.....	p. 69
• G - Actions et projets menés dans le cadre de nos orientations budgétaires.....	p. 70
• H – Budget annexe .....	p. 79
➤ Budget service extérieur des pompes funèbres.....	p. 79

## A) BILAN 2014-2019

### Les produits de fonctionnement :

			Ecart	
	2014	2019	Montants	%
<b>Principales recettes...</b>				
Produits contributions directes	29 545	32 792	3 247	10.99%
Attribution de compensation	15 639	15 164	- 475	- 3.04%
Droits de mutation	2 113	3 450	1 337	63.27%
Taxe sur l'électricité	1 224	1 193	-31	-2.53%
Total impôts et taxes	49 566	53 436	3 870	7.81%
<b>Principales recettes...</b>				
Dotation forfaitaire	8 409	4 485	-3 924	-46.66%
Dotation Nationale de Péréquation	685	678	-7	-1.02%
Participations de fonctionnement	2 467	1 892	- 575	-23.31%
Compensations fiscales	1 270	1 716	446	35.12%
Total Dotations	14 022	9 452	- 4 570	-32.59%
Produits des loyers et redevances	846	1 090	244	28.84%
Remboursements sur charges de personnel	477	372	-105	-22.01%
Produits des services	1 776	2 520	744	41.89%
Produits financiers	585	876	291	49.74%
Produits exceptionnels provisions comprises	187	1 311	1 124	601,07%
<b>RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>67 459</b>	<b>69 057</b>	<b>1 598</b>	<b>2.37%</b>



Il convient de constater que même si le produit total des recettes de fonctionnement a pu évoluer de 2,37 %, sur la période la Ville de Grasse reste structurellement sur un niveau de recettes insuffisant car largement inférieur à celui constaté en moyenne sur l'ensemble des communes de la même strate.

#### ***Sur le produit fiscal :***

Produit impôts locaux par habitant pour 2019 (source DGFIP) :

**Ville de Grasse : 637 €/ habitant ;**  
Moyenne nationale : 671 €/ habitant ;  
Moyenne régionale : 852 €/ habitant ;  
Moyenne départementale : 979 €/ habitant.

Malgré le travail effectué depuis de nombreuses années sur l'optimisation de nos bases fiscales, le produit par habitant reste inférieur à celui constaté en moyenne sur les communes.

**Les écarts constatés sont d'autant plus importants avec les communes du département où l'écart est d'environ 350 €/habitant, soit inférieur de près de 54 %.**

Pour la taxe d'habitation :

Taux d'imposition pour la taxe d'habitation de 2019 (source DGFIP) :

**Ville de Grasse : 18,90 % ;**  
Moyenne nationale : 20,85 % ;  
Moyenne régionale : 20,90 % ;  
Moyenne départementale : 21,57 %.

**Les taux de la commune restent inférieurs à ceux constatés en moyenne quelle que soit la référence.**

Base fiscale taxe d'habitation par habitant pour 2019 (source DGFIP) :

**Ville de Grasse : 1 656 €/ habitant ;**  
Moyenne nationale : 1 527 €/ habitant ;  
Moyenne régionale : 2 165 €/ habitant ;  
Moyenne départementale : 2 707 €/ habitant.

Produit par habitant pour 2019 (source DGFIP) :

**Ville de Grasse : 313 €/ habitant ;**  
Moyenne nationale : 316 €/ habitant ;  
Moyenne régionale : 443 €/ habitant ;  
Moyenne départementale : 570 €/ habitant.

**Il n'est pas inutile de rappeler par ailleurs que la Commune a mis en place depuis des années une politique d'abattement des plus favorables pour le contribuable, en particulier sur les foyers avec personnes à charge.**

#### **Abattements taxe d'habitation :**

Abattement Général à la Base : 5 % ( taux minimum légal 0 %) ;  
Abattement pour charge de famille rangs 1 et 2: 20 % ( taux minimum légal 10 %) ;  
Abattement pour charge de famille rang 3: 25 % ( taux minimum légal 15 %).

**La perte de produit liée à cette politique d'abattement de la commune a représenté près de 1,9 M€ pour 2019.**



Même si notre politique d'abattement peut expliquer ce produit inférieur à ceux généralement constatés sur les communes de la même strate, notre analyse ne serait pas exhaustive si on ne tenait pas compte d'un taux de vacance des locaux anormalement élevé, puisqu'il représente plus de **13 %** des locaux d'habitation.

Ce ratio de vacance étant un indicateur important, une fois le fichier fiscal transmis avec les éléments détaillés des locaux vacants, des enquêtes sont diligentées sur le terrain.

Pour la taxe foncière sur le bâti :

Taux d'imposition pour 2019 (source DGFIP) :

**Ville de Grasse : 19,45 % ;**

Moyenne nationale : 21,25 % ;

Moyenne régionale : 20,42 % ;

Moyenne départementale : 17,28 %.

Les taux de la commune restent inférieurs aux moyennes nationale et régionale, il est en revanche supérieur à la moyenne départementale.

Base fiscale taxe sur le foncier bâti par habitant pour 2019 (source DGFIP) :

**Ville de Grasse : 1 584 €/ habitant ;**

Moyenne nationale : 1 615 €/ habitant ;

Moyenne régionale : 1 810 €/ habitant ;

Moyenne départementale : 2 237 €/ habitant.

De la même façon le produit par habitant pour le foncier bâti pour 2019 (source DGFIP) :

**Ville de Grasse : 309 €/ habitant ;**

Moyenne nationale : 343 €/ habitant ;

Moyenne régionale : 388 €/ habitant ;

Moyenne départementale : 386 €/ habitant.

On note ici également que les produits par habitant sont moins importants que les moyennes constatées.

Tous ces chantiers sont en cours avec une cellule fiscale dédiée, qui effectue un travail quotidien pour faire remonter les anomalies de taxation constatées sur le terrain.

La recherche de l'équité fiscale est une priorité.

Parrallèlement, force est de constater que es taux de la Commune ont été maintenus constants sur le mandat précédent, malgré la politique de baisse drastique des dotations mise en place par l'Etat dès 2014.

Afin de pallier cette perte de ressources, certaines communes et non des moindres ont décidé d'agir sur le levier fiscal.

Cette pression fiscale s'est accentuée avec la mise en place de la réforme de la taxe d'habitation en 2018, qui a contraint près de 6 000 communes à faire évoluer leur taux à la hausse.

Les conséquences ont été encore plus marquées dans le département, où le taux moyen du foncier bâti a évolué de près de 16,5 % entre 2017 et 2018 ( taux foncier moyen bâti de **21,02 % vs 18,05 %**).

Enfin, il est noter que même si le produit fiscal reste insuffisant en valeur absolue, son évolution a été soutenue sur la période, soit équivalente à une progression d'environ 11%, à comparer avec celle des seules évolutions forfaitaires des lois de finance successives, soit 5,5 %.

### ***Sur les dotations :***

Dotation Globale de fonctionnement par habitant pour 2019 (source DGFIP) :

**Ville de Grasse : 106 €/ habitant ;**  
Moyenne nationale : 210 €/ habitant ;  
Moyenne régionale : 177 €/ habitant ;  
Moyenne départementale : 137 €/ habitant .

Le produit de la Dotation Globale de Fonctionnement est historiquement faible, largement inférieur à la moyenne des communes de la même strate.

La Ville de Grasse a sollicité à maintes reprises les services de l'Etat pour qu'une analyse argumentée lui soit transmise. D'autant plus que les différentes réformes successives mises en place n'ont pas corrigé les inégalités constatées entre les communes, bien au contraire.

Ainsi, pour cette dotation forfaitaire on constate qu'entre 2005 et 2019, l'écart par habitant entre la moyenne de la strate et la commune a évolué au détriment de cette dernière de 49 à 104 euros, ce qui, rapporté au nombre d'habitants, représenterait un produit supplémentaire pour la Ville de près de **5,4 M€/an, soit environ le double du produit perçu sur 2019.**

A l'évidence, la Ville est pénalisée par cette situation depuis de nombreuses années, que seule une réforme globale en révisant les méthodes d'évaluation pourrait venir corriger.

### ***Sur les produits des services et du domaine public :***

**Ville de Grasse : 49 €/ habitant ;**  
Moyenne nationale : 121 €/ habitant ;  
Moyenne régionale : 135 €/ habitant ;  
Moyenne départementale : 187 €/ habitant.

On observe ici une forte dynamique de cette recette, sa progression entre 2014 et 2019 dépassant les 40 %.

Les efforts fournis par la collectivité, notamment sur l'optimisation de sa politique tarifaire par la révision des diverses redevances, les impacts de réforme de la dépenalisation du stationnement de surface, commencent à porter leurs fruits.

Néanmoins, il est important de souligner que malgré cette politique volontariste d'optimisation des recettes de la commune, Grasse souffre encore d'un manque d'attractivité territoriale par rapport aux communes environnantes.

Cela se traduit au niveau des produits des services et du domaine **par un volume près de 4 fois inférieur à celui constaté en moyenne dans le département.**

### ***Sur les produits des loyers... :***

La Ville de Grasse est dotée d'un patrimoine exceptionnel qui nécessite un entretien régulier coûteux.

La mise en place d'un plan pluriannuel d'investissement a permis de cibler les priorités en termes de gros entretien. C'est ainsi qu'un certain nombre de locaux ont pu être réhabilités .

Au même titre que la recherche d'optimisation opérée sur les autres postes de recettes de fonctionnement, nous nous efforçons de revaloriser les loyers lorsque ces derniers sont en décalage avec le marché.

C'est ainsi qu'entre 2014 et 2019, les revenus locatifs ont progressé de 675 K€ en 2014 à 880 K€ en 2019, soit une progression de plus de 30 %.

Il est important de souligner que notre politique volontariste d'optimisation de nos ressources donne des premiers résultats.

Ce plan d'action a permis d'amortir en grande partie la perte de recettes constatée en terme de dotations.

En effet, le désengagement de l'Etat en 2014, caractérisé par une politique de redressement des finances publiques imposée aux collectivités, s'est traduit par une baisse vertigineuse de notre dotation globale de fonctionnement.

Malgré les excellents résultats obtenus sur 2019, dans la lignée de ceux obtenus en 2018 qui ont notamment permis à la Ville de sortir du réseau d'alerte, force est de constater, en analysant les ratios comparatifs des Villes de la même strate, que le niveau de recettes de la Ville reste insuffisant.

### Les dépenses de fonctionnement :

	2014	2019	Ecart	
			Montant	%
Charges à caractère général	12 704	10 671	- 2 033	-16.00%
Charges de personnel	34 157	34 556	399	1.17%
Atténuations de produits (SRU et FPIC...)	94	1 002	908	965.96%
Autres charges de gestion courante	11 179	10 419	-760	-6.80%
Charges financières	4 739	2 821	-1 918	-40.47%
Charges exceptionnelles	464	602	138	29.74%
Dotations aux provisions	-			
<b>DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>63 336</b>	<b>60 070</b>	<b>- 3 266</b>	<b>- 5.16%</b>

Nous l'avons évoqué à maintes reprises, les efforts demandés aux services municipaux en réduisant leurs enveloppes de fonctionnement depuis 2014 sont conséquents.

Ainsi, les charges à caractère général ont été réduites de plus de 2 millions d'Euros sur la période examinée.

A l'instar des résultats déjà observés au compte administratif 2018, cette réduction des coûts a pu être maintenue grâce à la réforme structurelle de l'administration, instaurée pour rationaliser son fonctionnement.

Dans un contexte particulièrement tendu suite à la crise sanitaire liée au COVID-19, les enveloppes restent contraintes sur 2020

De la même façon cette stratégie sera maintenue sur 2021.



**Evolution des principaux postes de dépense entre 2014 et 2019 :**

Montants en K€	2014	2019	Ecart	
			Montant	%
<b>Dépenses</b>				
611 contrats de prestations de services	2 040	1 880	- 160	-7.84%
60612 énergie et électricité	1 822	1 620	-202	-11.09%
60632 fournitures de petit équipement	738	675	-63	-8.54%
60633 fournitures de voirie	144	109	-35	-24.31%
61523 entretien voies et réseaux par entreprises	832	291	-541	-65.02%
61522 entretien de bâtiments par entreprises	520	543	23	4.42%
6132 locations immobilières	649	609	-40	-6.16%
614 charges locatives de copropriété	154	122	-32	-20.78%
60611 eau et assainissement	504	433	-71	-14.09%
6156 maintenances	469	429	-40	-8.53%
60622 carburants	241	219	-22	-9.13%
6232 fêtes et cérémonies	436	340	-96	-22.02%
<b>TOTAUX</b>	<b>8 549</b>	<b>7 270</b>	<b>-1 279</b>	<b>-14.96%</b>

Les actions systématiques de réductions de charges engagées dès 2014 se poursuivent.

Tous ces points axés vers une gestion maîtrisée ont eu pour but de restaurer la capacité d'autofinancement de la Ville.

Ces résultats se reflètent également dans les ratios comparatifs avec les villes de la même strate, où les écarts constatés sont conséquents.

**Achats et charges externes (montants nets) pour 2019 (source DGFIP) :**

**Ville de Grasse : 198 €/ habitant ;**

Moyenne nationale : 279 €/ habitant ;

Moyenne régionale : 279 €/ habitant ;

Moyenne départementale : 338 €/ habitant.

**En fonction des choix opérés sur les futures politiques publiques, Il conviendra de réévaluer les enveloppes.**

### Les charges de personnel :

Les charges de personnel constatées au compte administratif 2019 sont supérieures à celles du compte administratif 2014 ; néanmoins l'évolution annuelle ne se situe qu'à moins de 1,2 % entre 2014 et 2019.

Cette faible évolution de la masse salariale est due au travail effectué en termes de gestion du personnel, notamment à travers la réorganisation des services et le non-remplacement de certains départs à la retraite.

Nous avons ainsi pu constater une efficacité accrue par l'effet de concentration et de transversalité des services, une productivité améliorée et un allègement des charges par une mise en commun des ressources internes.

Il est également très intéressant de mesurer le travail effectué en comparant de nouveau les ratios de la commune avec ceux de la strate.

### Charges de personnel (montants nets) pour 2019 (source DGFIP) :

**Ville de Grasse : 662 €/ habitant ;**

Moyenne nationale : 818 €/ habitant ;

Moyenne régionale : 896 €/ habitant ;

Moyenne départementale : 1 001 €/ habitant.

Ce ratio est à mettre en adéquation avec ceux évoqués sur les achats et charges externes.

Ainsi, si le ratio de personnel est inférieur de **156 €** à celui de la moyenne nationale, celui des achats et charges externes lui est inférieur de **81 €**, ce qui démontre que les services ne sont pas sous-dotés malgré la réduction drastique de leurs crédits.

### Les subventions de fonctionnement :

Montants en K€	2014	2019	Ecart	
			Montant	%
<b>Dépenses</b>				
Subventions aux associations	1 855	1 635	- 220	-11.86%
Office du Tourisme et Comité Régional du Tourisme	340	CAPG	ns	ns
Syndicat Départemental d'Incendie et de Secours	2 999	3 122	123	+4.10%
Caisse Communale d'Action Sociale	3 200	3 068	-132	- 4.13%
Caisse des Ecoles et Réussite Educative	60	60		
OGEC Fénelon	391	375	-16	-4.09%
Syndicat Départemental de l'Electricité et du Gaz	202	7	-195	-96.53%
Contrat Enfance et Jeunesse	1 429	1 304	-125	-8.75%
Contrat de Ville	132	117	-15	-11.36%
Participations enfants grasseois scolarisés à l'extérieur	26	157	131	ns
<b>Totaux des principales subventions et participations</b>	<b>10 634</b>	<b>9 845</b>	<b>-789</b>	<b>-7.42%</b>



Avec le travail de collaboration mis en place avec le tissu associatif, les subventions aux associations avaient été réduites en 2015 et 2016 notamment.

Néanmoins, nous constatons une enveloppe maintenue depuis 2017, par un choix délibéré de maintenir le niveau de nos contributions en soutien du secteur associatif.

Dans les évolutions notables, à la hausse, il convient d'évoquer celle de la contribution au Syndicat Départemental d'Incendie et de Secours qui chaque année fait évoluer sa demande de participation.

En revanche pour le CCAS, cette dernière avait été revue à la baisse suite à l'encaissement d'une recette exceptionnelle par la structure suite à une vente immobilière.

### **La dette - les charges financières :**

Les objectifs fixés dans le cadre du redressement de la situation financière de la Ville avaient ciblé la dette comme **la priorité**.

Ainsi, les audits effectués dès 2014 avaient permis de mettre en place une stratégie sur la dette pour diminuer à la fois son volume, son coût, ainsi que son exposition aux risques aléatoires des marchés financiers.

#### **La dette**

Désignations	2014	2019	Ecart	
			Montants	%
Volume de dette net fonds de soutien budget principal <b>en M€</b>	89.41	81.79	- 7.62	- 8.52%
Cout moyen dette <b>en %</b>	5.24	2.8		
Part hors charte <b>en M€</b>	18.19	6.44	-11.75 M€	- 64.60%
Ratio de désendettement <b>en années</b>	21.7	9.1	-12.60	-58.07%
Encours de dette / recettes réelles de fonctionnement <b>en %</b>	132	118	-14	-10,61%

Force est de constater que les deux objectifs principaux ciblés ont été atteints.

Le volume de la dette a été réduit de plus de 7,5 Millions d'Euros.

Cette réduction s'inscrit dans une démarche engagée de réduction de la part relative des emprunts dans le financement des investissements. Ces derniers ayant par ailleurs vu leurs volumes diminués sur les années 2016 et 2017, afin de les mettre en adéquation avec notre capacité de financement.

Il est à noter que le taux moyen de la dette a été réduit de plus de 50 %, ces résultats ayant été obtenus notamment grâce aux opérations réalisées sur la désensibilisation des emprunts dits « toxiques ».

Ces actions essentiellement réalisées entre 2014 et 2019 ont permis à la Ville de diminuer la dette hors charte de plus de 18 M€ à fin 2014, à moins de 6.5 M€ au 31 décembre 2019.

**Ces produits ne constituent désormais plus que 8 % de notre encours de dette en 2019 alors qu'ils représentaient plus de 20 % en 2014.**

### Les charges financières

Montants en K€	2014	2019	Ecart	
			Montants	%
Charges financières brutes	4 739	2 821	-1 918	-40.47%
Produits des swaps	-429	-143	-286	-66.67%
Dette récupérable	-156	-112	-44	-28.21%
Fonds de soutien		-622	+622	ns
<b>Charges financières nettes</b>	<b>4 154</b>	<b>1 944</b>	<b>-2 210</b>	<b>- 53.20%</b>

Les effets cumulés d'une désensibilisation des emprunts dits « toxiques », d'une baisse du volume de dette, d'une conjoncture favorable au niveau des taux d'intérêts ont des effets sur le volume des charges financières.

Nettes des produits, leur impact budgétaire a été fortement réduit, ce qui a largement contribué à la restauration de notre épargne.

### L'épargne brute – capacité d'autofinancement :

Montants en K€	2014	2019	Variation	
			Montant	%
Recettes réelles de fonctionnement	67 459	69 057	1 598	2.37%
Dépenses réelles de fonctionnement	63 336	60 070	- 3 266	- 5.16%
<b>Epargne brute ou CAF brute, cessions foncières incluses</b>	<b>4.123</b>	<b>8.987</b>	<b>+ 4.864</b>	<b>+117,97%</b>

Dans l'article 29 de la loi de Programmation des Finances Publiques pour les années 2018 à 2020, traitant notamment du ratio de désendettement, le législateur a retenu un calcul simple de l'épargne brute en ne retirant pas les éléments exceptionnels ou les cessions. Cette définition a donc été retenue.

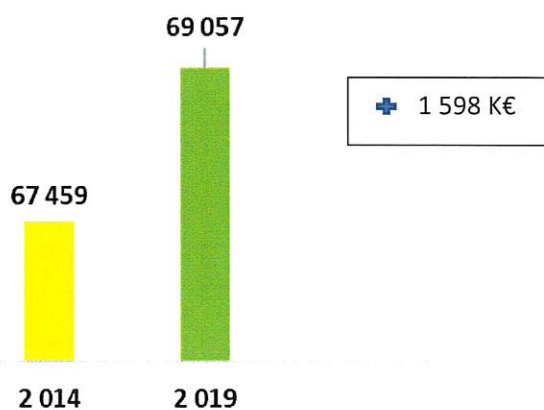
### **L'épargne brute a été restaurée d'environ 118 % entre 2014 et 2019.**

On peut noter l'amélioration conséquente de tous les ratios de gestion, qui sont tous bien au-delà du scénario qui avait été retenu par la Chambre Régionale des Comptes.

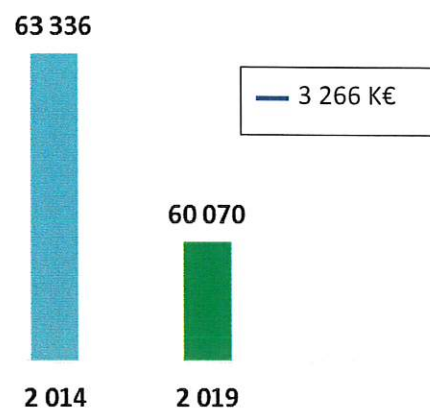
## BILAN 2014 2019

### UNE SITUATION FINANCIERE ASSAINIE

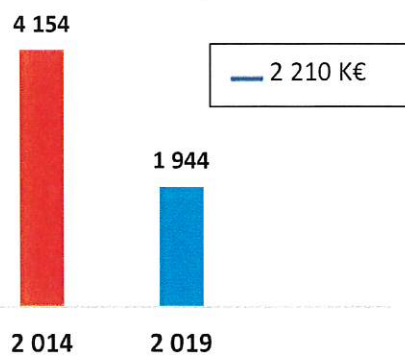
**Recettes de fonctionnement**



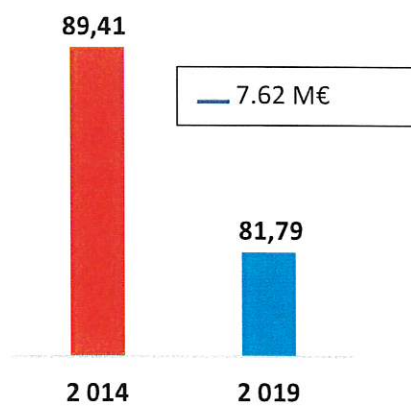
**Depenses de fonctionnement**



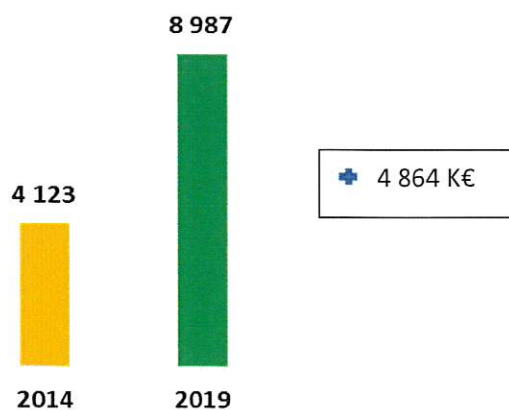
**Charges financières nettes des produits**



**Endettement**



**Epargne brute**





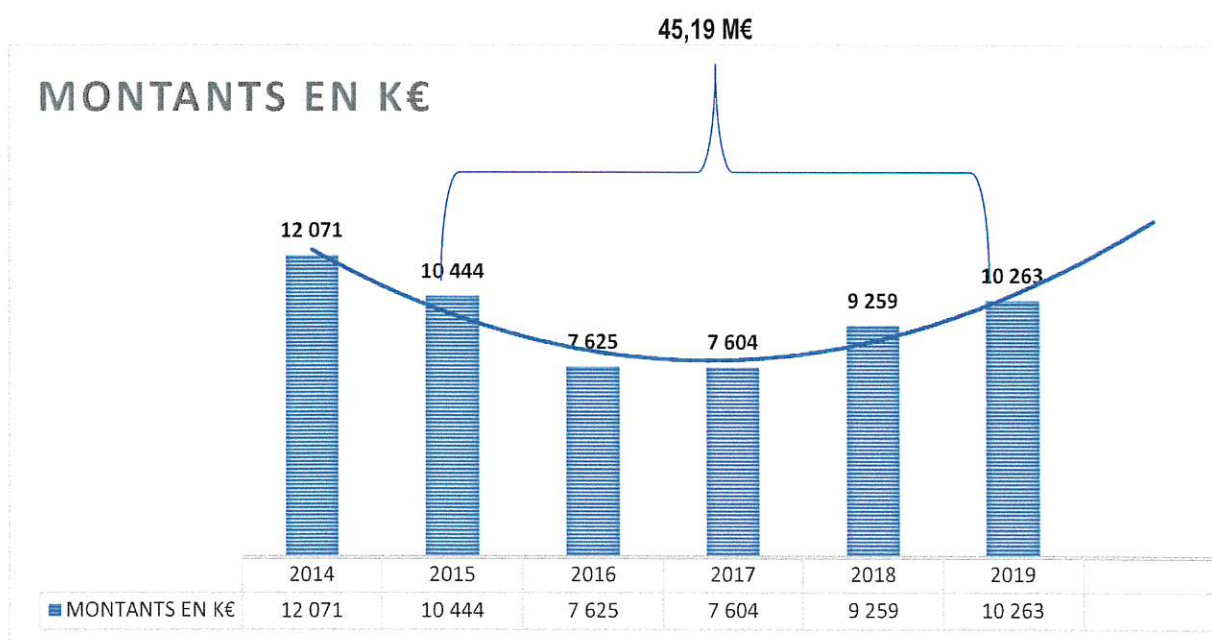
## L'investissement :

2014 a été le point de départ d'une période de réduction volontaire des investissements, en raison même des constats de structure financière effectués par la commune et évoqués précédemment.

Ainsi, nous devons respecter nos engagements pris avec la Chambre Régionale des Comptes en plafonnant le volume de nos investissements à **50 M€** sur la période de **2015 à 2019**, ce qui nous permettait de limiter nos appels aux financements bancaires à **32,6 M€**.

Le bilan est très positif ; d'une part le volume de nos investissements a été largement respecté (**45,19 vs 50 M€**) et d'autre part les appels aux financements bancaires n'ont été que de **24 M€**.

## Dépenses d'équipement en M€ :



A compter de 2018, les résultats obtenus sur l'épargne ont permis à la Ville de s'inscrire dans une politique d'investissement plus dynamique.

Cette tendance s'est confirmée sur 2020.

## Emprunts en M€ :

Les montants estimés des volumes d'emprunt étaient basés sur des investissements à hauteur de **50 M€** sur la période, ceux réalisés basés sur des investissements à hauteur d'environ **45,2 M€**.

Il est intéressant de mettre en exergue les rapports entre financements bancaires et investissements réalisés.

Ainsi dans la prospective retenue par la Chambre Régionale des Comptes, pour accompagner sa politique d'investissement de **50 M€** un volume d'emprunt supplémentaire de **42,1 M€** était nécessaire, équivalent à **84,2 %** des financements.

En analysant le bilan des réalisations il s'avère que sur les **45,2 M€**, seuls **53 %** ont été financés par emprunt équivalent à un volume d'emprunt supplémentaire de **24,1 M€**.

**Les résultats sont donc très positifs et significatifs d'une forte amélioration de la santé financière de la commune.**

Pour 2015, les opérations réalisées dans le cadre de la transaction SFIL n'étant pas destinées à financer l'investissement, elles ont donc été neutralisées. En revanche, celles liées au PPP éclairage public ont été comptabilisées (2,5 en 2015).

▪ **Le financement propre réel de l'investissement :**

(en M€)	2014	2019	Variation	
			Montant	%
<b>Financement propre réel</b>				
<b>Epargne Brute ou CAF Brute, cessions foncières incluses</b>	<b>4 123</b>	<b>8 987</b>	<b>4 864</b>	<b>117,97%</b>
Amortissements financiers de la dette	7 394*	7 676	282	3.81%
<b>Epargne nette ou disponible</b>	<b>-3 271</b>	<b>1 311</b>	<b>4 582</b>	<b>140,08 %</b>
TLE et Taxe d'aménagement	428	280	-148	-34.58%
FCTVA	1 192	1 338	146	12.25%
Subventions reçues	2.864	2 696	- 168	-5.87%
Autres recettes (y.c. dette récupérable)	296	344	48	16.22%
<b>Autres recettes hors emprunt</b>	<b>4 780</b>	<b>4 658</b>	<b>-122</b>	<b>-2.55%</b>
<b>Financement disponible</b>	<b>1 509</b>	<b>5 969</b>	<b>4 602</b>	<b>304.97%</b>
Dépenses d'équipement	12 072	10 263	-1 809	-14.99%
<b>Financement disponible / Dépenses d'équipement (%)</b>	<b>12.50%</b>	<b>58.16%</b>		

\* En 2014, un amortissement lié au CLTR pour environ 1,38 M€ n'avait pas été refinancé par un emprunt LMT.

Notre épargne nette est largement positive avec 1,31 M€ ; cette somme dégagée est destinée au financement de l'investissement et nous permet dans le même temps de minimiser nos appels aux financements bancaires.

Ainsi, alors qu'en 2014 près de 80 % de nos investissements étaient financés par emprunt, seuls 50 % l'ont été en 2019.

## **B) COMPTE ADMINISTRATIF 2020 – LE DESENDETTEMENT SE POURSUIT MALGRE LA CRISE SANITAIRE**

La Ville de Grasse a été en première ligne pour lutter contre la pandémie et ses conséquences.

Dès le début du confinement et tout au long la phase de déconfinement, en complément de l'action de l'Etat, de nombreuses initiatives ont été mises en place et de nombreuses ressources mobilisées pour protéger nos concitoyens, développer de nouvelles solidarités, maintenir les services publics et soutenir les tissus économiques et associatifs locaux.

La crise a produit un choc violent.

Les collectivités devraient subir un manque à gagner de 7,3 milliards d'euros en 2020, avant de connaître nous l'espérons tous un rebond partiel de leurs recettes cette année.

Cette perte devrait s'étaler dans le temps. Elle dépendra également du type de la collectivité et devrait être nuancée en fonction des choix d'intervention des élus ou encore varier d'un territoire à l'autre ; néanmoins de nombreux domaines ont été impactés.

Il est indéniable de constater que les pertes de recettes sont importantes, même si nous ne pouvons résumer cette perte de ressource à la seule crise sanitaire. D'autres ressources comme la Dotation Globale de Fonctionnement étant de nouveau réduites par des mesures mises en place par le gouvernement notamment.

Il est nécessaire par ailleurs de mettre en évidence également l'impact financier des mesures prises par la Ville, destinées au soutien du tissu économique local (exonérations des redevances, loyers, occupation du domaine public et gratuité du stationnement de surface) qui ont pesé sur les volumes.

En revanche, les décisions prises dès le mois de juillet par des réductions importantes des montants inscrits en recettes dans les équilibres du budget 2020 nous ont permis de minimiser les risques.

Ainsi, le volume des recettes de fonctionnement inscrit nécessaire à l'équilibre du budget inférieur d'environ **2 M€** à celui perçu en 2019, a été dépassé.

Même si le niveau de notre épargne devrait atteindre ainsi un niveau inférieur à celui constaté sur 2019, il restera sur un niveau élevé et supérieur à celui prévu au budget primitif 2020 voté en décembre 2019, avant que nous connaissions la crise sanitaire.



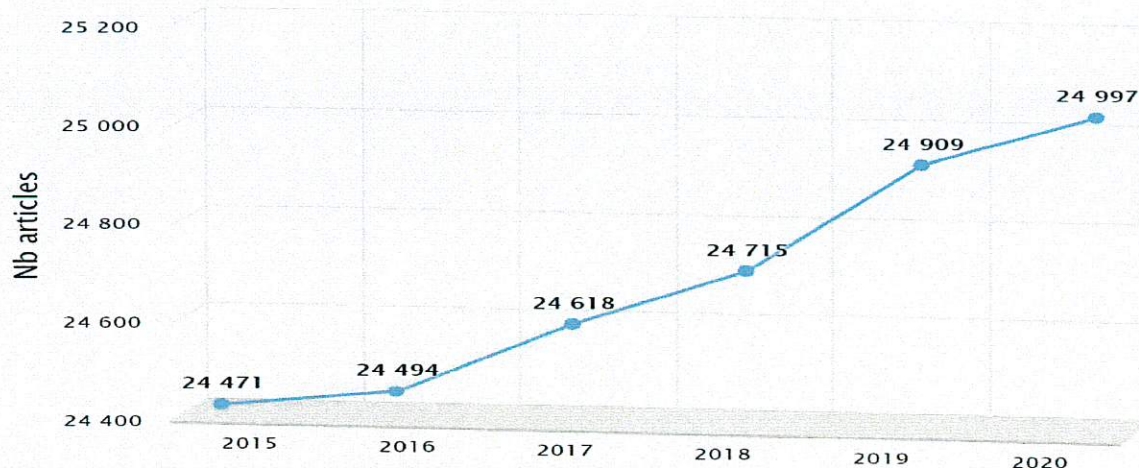
**Les recettes de fonctionnement :**

			Ecart	
	2019	Prev 2020	Montants	%
<b>Principales recettes...</b>				
Produits contributions directes	32 792	33 484	692	2.11%
Attribution de compensation	15 164	15 164		
Droits de mutation	3 450	3 600	150	4.35%
Taxe sur l'électricité	1 193	1 149	- 44	-3.69%
Total impôts et taxes	53 436	54 099	663	1.24%
<b>Principales recettes...</b>				
Dotation forfaitaire	4 485	4 335	-150	-3.34%
Dotation Nationale de Péréquation	678	672	-6	-0.88%
Participations de fonctionnement	1 892	2016	124	6.55%
Compensations fiscales	1 716	1 747	31	1.81%
Total Dotations	9 452	9 132	-320	-3.39%
Produits des loyers et redevances	1 090	1 036	-54	-4.95%
Remboursements sur charges de personnel	372	374	2	0.54%
Produits des services	2 520	1 588	-932	-36.98%
Produits financiers	876	821	-55	-6.28%
Produits exceptionnels y compris provisions	1 311	1 356	45	3.43%
<b>RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>69 057</b>	<b>68 406</b>	<b>- 651</b>	<b>- 0.94%</b>

## Les ressources fiscales propres :

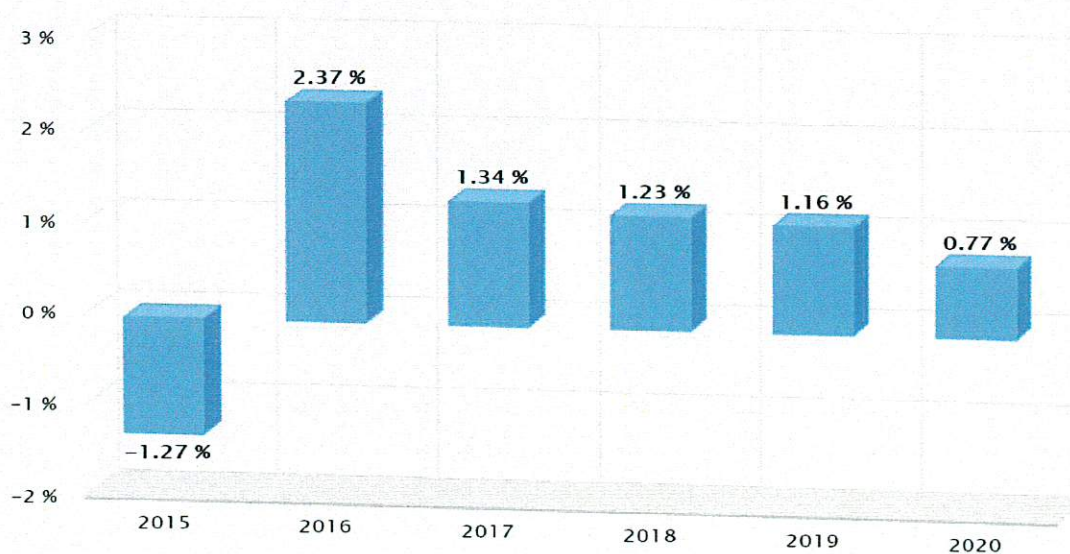
### Taxe d'habitation

Evolution du nombre d'articles



Cet indicateur présente le nombre total d'articles assujettis à la taxe d'habitation et son évolution dans le temps. Il nous permet ainsi d'évaluer la progression constatée sur ces dernières années et de faire un parallèle avec le produit perçu.

Evol. physique des bases brutes totales



L'évolution physique des bases brutes traduit l'enrichissement ou l'appauvrissement fiscal réel de la commune en matière de taxe d'habitation.

Si elle est positive, elle traduit un enrichissement de la commune au niveau de sa matière imposable à la taxe d'habitation.



L'évolution nominale est l'évolution réelle .

Il est intéressant de constater qu'excepté entre 2014 et 2015, la Commune n'a cessé de s'enrichir sur la période.

Années	Base nette TH	Evolution des bases n-1	Taux TH	Evolution taux TH
2015	80 655 676			
2016	79 938 582	-0.89%	18.9 %	0 %
2017	81 134 169	1.50 %	18,9 %	0 %
2018	82 996 961	2.30%	18.9%	0 %
2019	85 629 822	3.17%	18.9%	0 %
2020	87 096 544	1.71%	18.9%	0 %

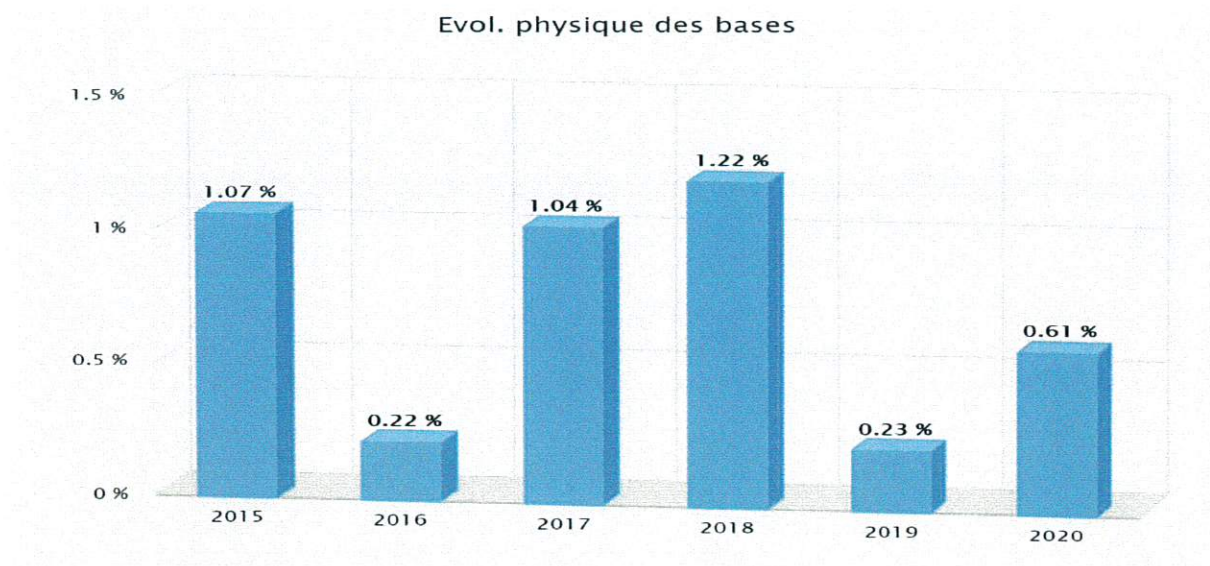
La base nette imposée connaît une progression assez dynamique ; les taux communaux ainsi que notre politique d'abattement n'ayant pas évolué depuis 2009, le produit lié à cette taxe connaît une évolution proportionnelle à celle des bases fiscales.

Années	Produits TH	Evolution des produits	Taux TH	Evolution taux TH
2015	15 244 102			
2016	15 108 369	-0.89%	18,9 %	0 %
2017	15 334 397	1.50 %	18.9 %	0 %
2018	15 686 567	2.30%	18.9%	0 %
2019	16 183 957	3.17%	18.9%	0 %
2020	16 461 247	1.71%	18.9%	0 %

Dans le cadre de la réforme de la taxe d'habitation, seul le produit lié à la taxe d'habitation sur les résidences secondaires sera encore perçu.

Celui des résidences principales étant compensé d'une part par le transfert de la part départementale sur le foncier bâti, ce dernier étant insuffisant, il sera complété d'une compensation de l'Etat.

## Taxe Foncière Bâtie



De la même façon que la taxe d'habitation, l'évolution physique des bases traduit l'enrichissement ou l'appauvrissement fiscal réel de la commune en matière de taxe foncière bâtie. Si elle est positive, elle traduit un enrichissement de la commune au niveau de sa matière imposable à la taxe foncière.

Années	Base nette TFB	Evolution des bases n-1	Taux TFB	Evolution taux TFB
2015	76 051 433			
2016	76 975 884	1.22%	19.45 %	0%
2017	78 081 124	1.44%	19.45 %	0 %
2018	79 973 988	2.42%	19.45%	0%
2019	81 918 732	2.0%	19.45%	0%
2020	83 400 595	1.81%	19.45%	0%

La base nette imposée connaît une progression assez dynamique ; les taux communaux n'ayant pas évolué sur la période, le produit lié à cette taxe connaît une évolution proportionnelle à celle des bases fiscales.



Années	Produits TFB	Evolution des produits	Taux TFB	Evolution taux TFB
2015	14 792 019			
2016	14 971 975	1.22%	19.45 %	0%
2017	15 186 718	1.44%	19.45 %	0 %
2018	15 555 070	2.42%	19.45%	0%
2019	15 932 306	2.0%	19.45%	0%
2020	16 255 866	2.03 %	19.45%	0%

L'évolution du produit est supérieur à celui des bases, eu égard au dispositif de lissage qui a pour objet d'introduire une progressivité dans les effets de la réforme en lissant dans le temps (10 ans) l'augmentation ou la baisse de cotisation induite par la nouvelle valeur locative.

Il n'est pas inutile de rappeler par ailleurs, qu'au-delà de l'évolution physique des bases, **une évolution forfaitaire est également appliquée tous les ans par la Loi de Finances.**

### Taxe foncière sur le non bâti

Années	Base nette TFNB	Evolution des bases n-1	Taux TFNB	Evolution taux TH
2016	612 837		14.70 %	
2017	621 034	1.34%	14.70 %	0 %
2018	614 912	-0.99%	14.70 %	0%
2019	639 350	3.97%	14.70%	0%
2020	654 540	2,38%	14.70%	0%

Un travail important est toujours mené sur les anomalies de taxation en collaboration étroite avec les services fiscaux.

## Produit fiscalité directe total

2016	2017	2018	2019	Prev 2020
30 537	30 984	31 746	32 792	33 484
	+ 447	+ 762	+ 1 046	+ 692

Le produit fiscal supplémentaire par rapport à 2019 est de 692 K€, soit t inférieur à la progression constatée sur 2019.

Cette différence s'explique par les écarts d'évolution forfaitaire des bases locatives votées en lois de finance (2,2 % en 2019 vs 0,9 et 1,2 % en 2020).

## Evolutions forfaitaires

	2016	2017	2018	2019	2020
Taxe foncière	1%	0.4%	1.1%	2.2%	1.2%
Taxe habitation	1%	0.4%	1.1%	2.2%	0.9%
Résidences secondaires	1%	0.4%	1.1%	2.2%	1.2%

## Rôles supplémentaires et complémentaires

2016	2017	2018	2019	2020	Total période
141	344	227	100	263	1 075

En effet, le travail réalisé sur l'optimisation des bases fiscales se poursuit.

Il s'avère que les résultats sont toujours aussi générateurs de revenus. Ils se traduisent notamment dans les niveaux de nos rôles supplémentaires et complémentaires.

### Autres recettes :

Sur les autres produits des recettes, nous l'avons évoqué plus haut, un chapitre en particulier a été fortement impacté par la crise sanitaire notamment, celui du produit des services et du domaine public.

3 raisons peuvent l'expliquer :

La première étant liée à la conjoncture et l'annulation d'un certain nombre de manifestations, ayant pour conséquence la perte des recettes qu'elles généraient.

La seconde étant la conséquence directe de décisions prises par le Conseil Municipal pour soutenir le tissu économique local (exonérations de redevances, de loyers commerciaux, de loyers de locations de salles, de gratuité du stationnement de surface).

Pour la troisième, elle est liée au transfert des effectifs des personnels des compétences Eau , Assainissements Collectif et Non collectif à la l'Agglomération du Pays de Grasse.

En effet, sur 2019 et les années précédentes, pour le personnel affecté aux services de l'eau potable et l'assainissement, la masse salariale étant constatée sur le budget principal et remboursée par les budgets annexes.



Il est important d'évoquer également les participations de la CAF liées aux Contrats Enfance Jeunesse et au périscolaire, pour lesquels des incertitudes subsistent, le versement des subventions définitives intervenant l'année n+1. Il conviendra donc dans ce sens d'être prudents dans nos prévisions de recettes, avec la baisse sensible de l'activité constatée sur 2020.

Pour les autres postes de recettes, nous pouvons évoquer celui des droits de mutation ; alors que dans le plus fort de la crise on nous annonçait des pertes autour de 30 % sur ce poste, force est de constater que le résultat 2020 est une très bonne surprise, puisque il s'établira à un niveau même supérieur à celui de 2019, alors que l'année avait déjà été excellente.

Ce résultat est confirmé par une enquête qui a récemment révélé que la Ville de Grasse est en haut du classement des communes ayant vu le tarif au mètre carré de leur foncier progresser pour la période post confinement.

Ce qui démontre que la demande a été importante.

Enfin, il est important de rappeler le détail des cessions foncières réalisées sur 2020.

Ainsi, alors que 576 K€ avaient été prévus au budget primitif 2020, 732 K€ ont été réalisés :

- Maison de Saint Mathieu 216 K€ ;
- Traverse de la Placette 384 K€ ;
- Place du Patti 132 K€ ;
- Ilot Nègre (cession à l'euro symbolique, ce qui nous permet de nous garantir d'un prélèvement SRU diminué d'un montant équivalent à la moins-value constatée).

## Les dépenses de fonctionnement :

			Ecart	
	2019	Prev 2020	Montant	%
Charges à caractère général	10 671	10 245	-426	-3.99%
Charges de personnel	34 556	34 416	-140	-0.41%
Atténuations de produits	1 002	1 148	146	+14.57%
Autres charges de gestion courante	10 419	10 744	325	3.12%
Charges financières	2 821	2 921	100	3.54%
Charges exceptionnelles dont provisions	602	406	-196	-32.56%
<b>DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>60 070</b>	<b>59 880</b>	<b>-190</b>	<b>-0.32%</b>

\* Les écritures liées aux transferts de résultats des budgets annexes soit 3 365 K€ sur le chapitre 67 sont neutralisées.

Le volume global des dépenses réelles de fonctionnement enregistre une légère diminution par rapport à 2019.

Ces dépenses ont pu être contenues, eu égard aux décisions prises dès le mois de juillet par des réductions importantes des montants inscrits en dépenses au budget primitif 2020 sur les postes de fonctionnement des services et du personnel, notamment de façon à anticiper les pertes prévisionnelles sur nos postes de recettes.

Ces décisions nous ont permis d'obtenir un résultat de fonctionnement meilleur que celui prévu au budget primitif, dont le vote est intervenu avant la crise sanitaire.

Ainsi, alors que les équilibres du budget primitif étaient basés sur un niveau d'épargne brute équivalent à 7,2 M€, le compte administratif 2020 devrait constater un résultat autour de 8,2 M€, ce qui constitue un résultat exceptionnel si nous tenons compte du contexte.

### Les charges à caractère général- fonctionnement des services :

Nous l'avons évoqué précédemment, les enveloppes dédiées au fonctionnement des services ont vu leur volume fortement diminué lors d'une décision budgétaire modificative du mois de juillet 2020.

Ces efforts ont été d'autant plus importants alors que la Ville devait faire face par ailleurs à un besoin conséquent de matériel sanitaire dont le coût devrait s'établir à environ 315 K€ sur 2020.

Alors qu'une décision avait été prise dès le budget primitif 2020 en revalorisant fortement les crédits dédiés, la crise sanitaire est donc venue contrarier cette stratégie.

Force est de constater que les contraintes imposées ont été respectées.

Comptes administratifs	2014	2015	2016	2017	2018	2019	CA Prev 2020
Fonctionnement des services	12 704	11 234	11 126	10 510	10 327	10 671	<b>10 245</b>
Evolution en pourcentage		-11.57%	-0.96%	-5.54%	-1.74%	+3.33%	-3.99%

#### Les charges de personnel :

Les charges de personnel mandatées au compte administratif 2020 sont inférieures à celles du compte administratif 2019 ; ce point sera développé en particulier plus loin dans le document.

Comptes administratifs	2014	2015	2016	2017	2018	2019	CA Prev 2020
Charges de personnel	34 157	33 599	33 579	34 165	34 012	34 556	<b>34 416</b>
Evolution en pourcentage		-1.63%	-0.06%	1.75%	0.45%	1.60%	-0.41%

#### Les subventions de fonctionnement :

Détail des principaux postes de dépenses (Montants en K€)	2019	Prev 2020	Ecart 2020/2019
<b>Dépenses</b>			
Subventions aux associations	1 635	1 632	- 3
Syndicat Départemental d'Incendie et de Secours	3 122	3 156	34
Caisse Communale d'Action Sociale	3 068	3 375	307
Caisse des Ecoles et Réussite Educative	60	60	
OGEF Fénelon	375	363	-12
Syndicat Départemental de l'Electricité et du Gaz	7	11	4
Contrat Enfance et Jeunesse	1 304	1 263	-41
Contrat de Ville	117	117	
Participations enfants grasseis scolarisés à l'extérieur	157	172	+15
<b>Totaux des principales subventions et participations</b>	<b>9 845</b>	<b>10 149</b>	<b>304</b>



Au contraire des services, afin de soutenir le tissu associatif local, les enveloppes de subventions ont été maintenues.

En effet, beaucoup d'entres elles ayant dû faire face à des pertes importantes d'activités et donc de revenus, alors qu'elles devaient faire face au règlement de leurs charges.

Dans les évolutions notables, la participation 2020 au SDIS augmente de manière systématique. Cette année sa progression est d'environ 34 K€, soit une augmentation de plus d'1 %.

En ce qui concerne la subvention au CCAS, elle avait été largement revalorisée par rapport à 2019.

Il faut néanmoins tenir compte de sa forte diminution en 2019 par rapport à 2018, par la réalisation d'une cession foncière pour environ 300 K€ qui a bénéficié à la Ville dans sa participation annuelle.

Sur les autres postes et notamment les participations pour les enfants scolarisés dans d'autres communes, les régularisations des conventions ayant été clôturées, l'enveloppe financière consacrée est désormais en correspondance avec l'année scolaire.

### **Ratios de gestion 2014, 2019 et 2020 :**

Avec la perte de recettes constatée sur 2020, les ratios de gestion se dégradent légèrement, mais restent sur des niveaux élevés.

La stratégie mise en place en particulier sur la réduction des postes de dépenses se mesure avant tout par l'épargne brute, dont le résultat est largement supérieur à celui prévu au vote du budget primitif 2020.

Il convient donc de pondérer cette relative dégradation de l'épargne, d'autant plus que comme nous le verrons plus loin dans le document, la santé financière de la Ville continue à s'améliorer.

<b>Détail des principaux postes (Montants en K€)</b>	<b>2014</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>
Charges de gestion	58 134	56 648	<b>56 553</b>
Produits de gestion	66 687	66 870	<b>66 229</b>
<b>Excédent brut de Fonctionnement</b>	8 553	10 222	<b>9 676</b>
<b>EBF / Produits de gestion</b>	12.83%	15.29%	<b>14.61%</b>
Soldes Produits - Charges Financières	- 4 154	-1 944	<b>-2 103</b>
Soldes Produits - Charges Financières retraité protocole Dexia			<b>-1 741</b>
<b>EPARGNE BRUTE OU CAF BRUTE YC CESSIONS FONCIERES</b>	4 123	8 987	<b>8 526</b>
<b>CAF BRUTE / Produits de gestion</b>	6.18%	13.44%	<b>12.87%</b>
<b>Capacité de désendettement</b>	21.7ans	9.1 ans	<b>9.6 ans</b>

Il convient également de relativiser le résultat 2020 sur le solde des produits – charges financières, qui apparaît dégradé par rapport à 2019.

En effet, ce résultat doit être retraité des opérations exceptionnelles réalisées dans le cadre du protocole passé avec Dexia CLF, ce dernier impactant le volume des charges financières de plus de **362 K€**.

**En tenant compte de ces éléments, il apparaît clairement que le travail effectué sur la dette produit encore ses effets sur 2020, les charges financières poursuivant leur décroissance.**

### **Les dépenses d'investissement :**

En ce qui concerne l'investissement, l'année 2020 s'est inscrite dans une politique volontariste dynamique.

Dans ce sens, au contraire de beaucoup de collectivités, le rythme de nos investissements a été maintenu à un niveau très élevé ; c'est un choix délibéré.

**Cette décision s'inscrit dans une volonté affirmée de soutenir tout le tissu économique local, qui doit faire face à un niveau de crise économique sans précédent.**

Ainsi, le niveau de nos réalisations en termes d'équipement atteindra un volume franchissant les **13,7 M€**, soit un des volumes les plus élevés de ces dernières années avec une progression de plus de 30 % par rapport à 2019.

**Autre élément important, plus de 90 % des crédits inscrits au budget seront réalisés. Résultat tout simplement exceptionnel quand on le compare au taux moyen constaté ces six dernières années, qui s'établit autour de 65 %.**

**Les principales réalisations marquantes sur 2020 sont :**

#### En terme d'équipements :

Le renouvellement du parc automobile, le plan multimédia dans les écoles, le renouvellement du mobilier urbain et les dotations en matériels techniques pour les services.

#### En terme de superstructures :

Les travaux sur l'Hôtel de Ville et à la Cathédrale, les travaux de restauration du bâtiment de la bourse du travail, les aménagements opérés dans le cadre du futur campus universitaire multi-sites, l'extension de l'école de Saint Mathieu, la poursuite du plan de rénovation des chapelles, la couverture de la Chapelle de l'Oratoire.

Viennent ensuite les travaux de gros entretien dans les écoles, dans les crèches et sur les bâtiments communaux.

Les travaux de mise en conformité des normes sécurité et d'incendie dans les bâtiments, les travaux de mise en sécurité de la ventilation du stand de tir.

#### En terme d'infrastructures :

La réqualification des avenues Maréchal De Lattre de Tassigny et Pompidou, la requalification de la rue Gazan, la réfection de la traverse du Théâtre, les travaux de gros entretien et de renouvellement de voirie.

Les travaux liés aux intempéries de 2019 notamment sur des murs de soutènement.

Les ouvrages réalisés sur les réseaux d'éclairage, d'eaux pluviales et de défense incendie.



Enfin , la revalorisation du jardin des Plantes, les travaux réalisés dans les cimetières et dans les espaces verts ou aires de jeux.

En terme de renouvellement urbain :

Les travaux de la Médiathèque, des espaces publics du Rouachier, de Vercueil et Maurel, la poursuite du plan de restauration des façades du secteur sauvegardé.

**Les recettes d'investissement :**

En recettes, le volume des recettes d'équipement devrait s'établir à 2 962 K€.

Les montants perçus ne cessent de progresser, une cellule spécialement dédiée ayant été mise en place en interne pour la recherche et l'encaissement des subventions.

Pour leur provenance, elles se résument essentiellement aux participations de nos partenaires institutionnels pour la réalisation des opérations de construction et d'équipement de la Médiathèque, de la crèche du Plan, du jardin des plantes, du groupe scolaire de Saint Mathieu, de la requalification de l'avenue Maréchal De Lattre de Tassigny, des aménagements réalisés suite aux intempéries.

Il faut également tenir compte des financements participatifs obtenus, liés aux projets urbains partenariaux et aux produits des amendes de police.

**Le financement de l'investissement 2020 s'établit ainsi (montants en K€) :**

F en K€	2020
Epargne brute y compris cessions foncières	8 526
FCTVA, taxes d'urbanisme et dons	2 469
Créances nettes	234
Subventions d'équipement et amendes de police	2 962
Amortissement capital de dette <b>net du remboursement anticipé</b>	- 8 075
<b>FINANCEMENT DISPONIBLE INVESTISSEMENT</b>	<b>6 116</b>

**L'emprunt mobilisé en complément des financements disponibles s'établit à un montant de 7,1 millions d'Euros net du remboursement anticipé, soit près d'1 M€ inférieur à celui de l'amortissement en capital.**

**Alors que le niveau de nos investissements a été exceptionnel sur 2020, seuls 51,73 % des 13.73 M€ ont été financés par emprunt.**

**Avant la crise sanitaire et compte tenu du volume des investissements nécessaires, l'hypothèse d'équilibre du budget primitif 2020 était basée sur un endettement constant.**

**Force est de constater aujourd'hui que cet objectif a été dépassé, puisque nous observons au 31 décembre 2020 un nouveau désendettement de la Ville.**

## C) STRUCTURE ET GESTION DE LA DETTE

### SITUATION PREVISIONNELLE DE LA DETTE FINANCIERE au 31 décembre 2020

#### Budget principal en M€

(en M€)	2014	2015 <sup>1</sup>	2016	2017	2018	2019	2020
Principal net fonds soutien	89.41	89.43	86.12	85.43	83.73	81.76	81.40
<b>Variation</b>		<b>+0.02</b>	<b>-3.31</b>	<b>-0.69</b>	<b>-1.70</b>	<b>-1.97</b>	<b>-0.36</b>

#### *Commentaires sur l'évolution*

- 2015 : deux principaux facteurs expliquent la croissance de la dette :
  - L'enregistrement des écritures liées au contrat du PPP a entraîné une augmentation de la dette de 2.527 M€ en valeur d'origine ;
  - La restructuration impérative d'un produit structuré SFIL dont les taux contractuels atteignaient des niveaux insupportables. Cette restructuration a nécessité la souscription d'un emprunt de 16,4 M€ pour financer l'Indemnité de Remboursement Anticipé. En contrepartie, la Ville a obtenu une aide très significative (12,4 M€) du Fonds de Soutien aux Collectivités ayant souscrit des emprunts toxiques.
- 2016 : la baisse de la dette s'amorce grâce principalement à une baisse des investissements réalisés en 2016, inférieurs de 26 % à ceux de 2015 ;
- 2017 : la réduction des investissements a permis de poursuivre la baisse de la dette ;
- 2018 : le désendettement se poursuit alors que le niveau d'investissement progresse de plus de 20 % entre 2018 et 2017 ;
- 2019 : le volume de nos investissements progresse de nouveau, alors que l'emprunt mobilisé pour leurs financements diminue au bénéfice des financements par fonds propres. Notre politique volontariste de désendettement est consolidée ;
- 2020 : malgré la forte dynamique de nos investissements, l'emprunt mobilisé a été optimisé afin que **le désendettement se poursuive.**

La dernière colonne montre les évolutions attendues en 2021, construites sur les anticipations arrêtées à ce jour.

#### Analyse des variations 2020 et prospective 2021 en M€

En M€	2020	2021
Emprunts nouveaux LMT	+4	+ 7,4
Emprunts nouveaux CT	+3.80	
Amortissements	-8.08	- 8.1
Remboursement tirage	-0,7	
Variation dette brute	-1.01	-1.70
<b>Fonds de Soutien</b>	<b>+0.62</b>	<b>+0.62</b>
<b>Variation dette nette</b>	<b>-0.36</b>	<b>-0.08</b>

<sup>1</sup> Les données retenues sont arrêtées après impact de l'aide du Fonds de Soutien.

Le volume des amortissements est agrégé du remboursement anticipé de 700 K€ effectué en fin d'année sur un emprunt mobilisé en 2020 mais non consolidé.

### **Commentaire sur la dette CT**

La dette financière à court terme est essentiellement constituée de lignes à tirages utilisées pour assurer l'optimisation de la gestion de la dette et de la trésorerie. Ces lignes représentent des engagements pluriannuels.

Les tirages effectués ont permis de financer une grosse fraction des investissements réalisés en 2019 comme en 2020, sans occasionner de charges financières supplémentaires. C'est le résultat de la combinaison de taux de marchés négatifs et d'une marge très faible.

#### **Pour 2020 apparaissent très clairement :**

- De nouveaux emprunts LMT : **2 M€** souscrits avec la banque des Territoires (taux fixe : 0,56 % sur 20 ans) ; **2 M€** à la Banque Postale (taux fixe : 1,46 % sur 20 ans) pour financer des investissements nouveaux, soit **4 M€** ;
- Un nouveau tirage sur notre convention CT souscrite avec le Crédit Agricole pour financer des investissements nouveaux **3,8 M€** (Euribor 3M + 0,60 BP), compensé par un remboursement **de 0,7 M€** dans la même année;
- Le refinancement d'un emprunt revolving par la souscription d'un emprunt LMT auprès du Crédit Agricole pour un montant strictement équivalent de **1,38 M€** (Euribor 3M + 0,90 BP sur 20 ans) ;
- L'atténuation de la réduction de la dette par l'amortissement du Fonds de Soutien pour **0,62 M€**.

Nous nous sommes toujours positionnés sur une stratégie pluriannuelle pour anticiper les situations.

En tout premier lieu, la sécurisation d'emprunts structurés en fonction des opportunités et en profitant également d'une conjoncture particulièrement attractive en termes de taux et de marge, les contrats signés fixant d'ores et déjà les conditions financières.

Ensuite, nous nous sommes attachés à nous orienter sur certains produits avec des périodes de mobilisation longues (24 voire 36 mois). Cela nous permettra ainsi de ne pas consolider nos emprunts en tant que de besoin sur 2021 ou 2022 et d'adapter nos remboursements à notre profil d'extinction de dette.

Notre stratégie a été également orientée sur des produits avec beaucoup de souplesse (sans commission de non utilisation et sans obligation de consolidation), ces options nous donnant les moyens de répondre aux besoins ponctuels de trésorerie, dont les remboursements n'occasionneront pas de frais supplémentaires en dehors de ceux de la durée du portage.



## STRUCTURE DE LA DETTE au 31 /12 /2020 (budget principal)

### Ventilations de la dette totale en M€

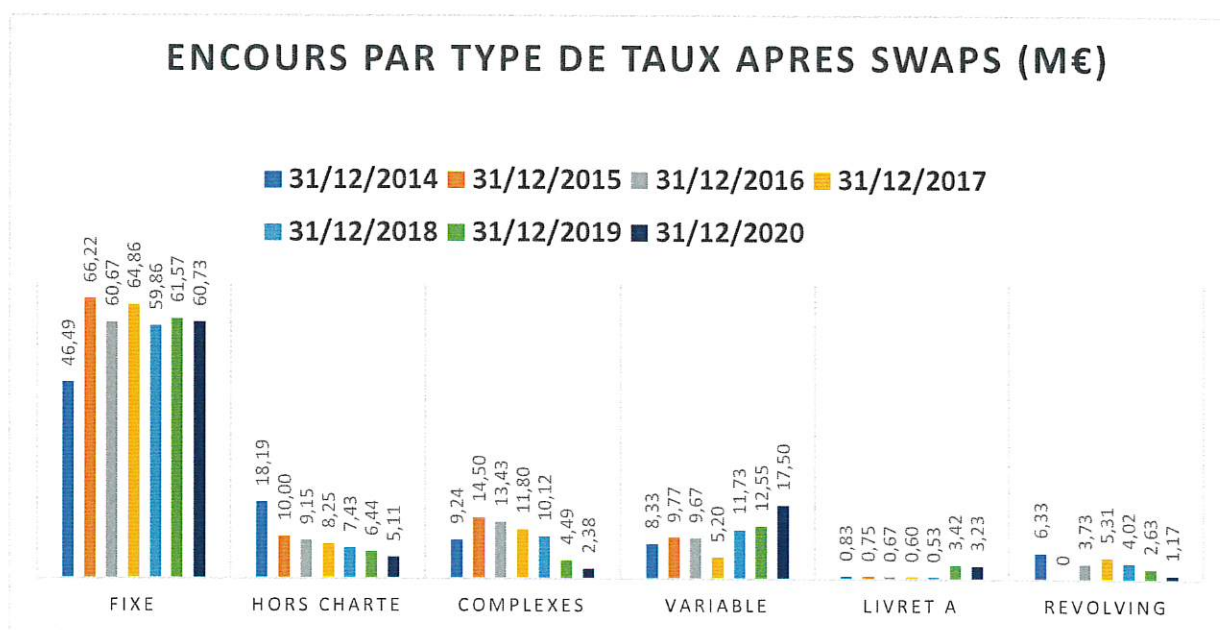
Ces analyses sont conduites sur les dettes brutes (avant déduction de l'aide du Fonds de Soutien).

- Par typologie de taux après swaps :

	31.12.14		31.12.15		31.12.16		31.12.17		31.12.18		31.12.19		31.12.20	
	M€	%	M€	%	M€	%	M€	%	M€	%	M€	%	M€	%
Fixe <sup>2</sup>	46.49	52.00	66.22	65.41	60.67	62.34	64.86	67.55	59.86	63.89	61.57	67.59	60.73	67.39
Complexes	9.24	10.33	14.50	14.32	13.43	13.80	11.80	12.29	10.12	10.80	4.49	4.93	2.38	2.64
Hors Charte	18.19	20.34	10.00	9.88	9.146	9.40	8.25	8.59	7.43	7.93	6.44	7.06	5.11	5.67
Variable	8.33	9.32	9.77	9.65	9.67	9.94	5.20	5.41	11.73	12.52	12.55	13.78	17.50	19.42
Livret A	0.83	0.93	0.75	0.74	0.67	0.69	0.602	0.63	0.53	0.57	3.42	3.75	3.23	3.58
Revolv tiré	6.33	7.08	-	-	3.73	3.83	5.31	5.53	4.02	4.29	2.63	2.89	1.17	1.30
	89.41	100	101.25	100	97.32	100	96.02	100	93.69	100	91.13	100	90.12	100

Après swaps, à fin 2020, la dette à taux fixe représente 67,39 % de la dette totale, 24,30 %, est à taux variables simples.

La dette hors charte ne représente plus que 5,67 % de notre dette



<sup>2</sup> En ce compris les PPP.

Etant rappelé que la dette revolving (engagement pluriannuel) a une fonction de lissage destinée à optimiser la dette de la Ville, il apparaît clairement que les actions de gestion ont permis de :

- Réduire significativement la dette Hors Charte. Ce point est une des règles de gestion adoptées tendant à rechercher la diminution de l'exposition aux risques ;
- Accroître l'encours à taux fixes dans une période de taux bas. Ce point est également une des règles de gestion adoptées en 2020 ;
- Privilégier les produits indexés sur du révisable en 2020, les taux courts restant négatifs.

Par typologie de risques **Budget Principal** (après swaps) :

		▮ moins élevé		Risque			Plus élevé ▮		
		A	B	C	D	E	HC	Total	
Risk		M€	M€	M€	M€	M€	M€	M€	%
élevé  + ←	1	81.46	3.28					84.74	94.03%
	2								
	3								
	4		0.27					0.27	0.30%
	5								
	HC						5.11	5.11	5.67%
	Σ	81.46	3.55				5.11	90.12	
	%	90.39	3.94				5.67		100 %

La souscription des swaps avait contribué à augmenter de façon sensible l'exposition aux risques de la Ville. Toutefois, les actions de désensibilisation entreprises, notamment depuis 2014, ont réduit tant les encours classés en « Hors Charte » que les encours dits « complexes » correspondants aux produits les plus risqués.

Ainsi, par rapport à fin 2019, les positions Hors Charte sont passées à 5,67 % vs 7,06 % en 2019, les positions complexes à 2,64 % vs 4,93 % en 2019.

Les positions « 1A » - « 1B » ont fortement augmenté à 94,33 % vs 92,16 % en 2019.



- **Taux moyens d'endettement**

Année	Après Swaps (%)	
	Niveau	Variation
2009	3.97	
2010	5.54	+1.57
2011	7.34	+1.80
2012	6.93	-0.41
2013	6.48	-0.45
2014	5.24	-1.24
2015	4.09	-1.15
2016	3.76	-0.33
2017	3.31	-0.45
2018	3.02	-0.29
2019	2.80	-0.22
2020	2.50	-0.30

Ainsi qu'indiqué supra, en 2014, un changement de politique de gestion de dette est intervenu dans le but de **réduire tant les risques financiers que les taux moyens**. Cette politique a été renforcée en 2015 avec l'adoption d'un cahier de procédures de gestion de dettes et d'un cahier de règles de gestion. Il en est résulté prioritairement :

- En 2014 et en 2015, une désensibilisation des produits structurés les plus défavorables. Les améliorations qui en ressortent se font sentir sur les taux moyens dès 2014 ;
- En 2016, le remboursement d'un emprunt à taux variable à marge élevée (2,29 %) et son refinancement par un emprunt à taux fixe de 0,70 %. Malgré l'Indemnité de Remboursement Anticipée acquittée (3 % du CRD), cette opération est très bénéfique pour la Ville ;
- En 2017, le remboursement d'un emprunt à taux révisable à marge élevée (3,47 %) et son refinancement par un emprunt à taux fixe de 0,70 %. Malgré l'Indemnité de Remboursement Anticipée acquittée (3 % du CRD), cette opération est très bénéfique pour la Ville ;
- En 2018, la majorité des tirages ayant été effectués sur des taux à variables simples, révisables sur des taux courts restant largement négatifs à ce jour ;
- En 2019, la sécurisation définitive d'un emprunt structuré par un passage de l'échéance en taux fixe à des conditions avantageuses.
- En 2020, à la demande de Dexia, la Ville a saisi l'opportunité :
  - D'une part de rembourser par anticipation et de refinancer un emprunt d'un montant de 3 178 378,44 € dont le taux fixe s'élevait à 4,68 %.

Cette transaction a fait l'objet d'un protocole d'accord (délibération 2020-97).

Le nouvel emprunt a été souscrit auprès de la Banque Postale pour un montant strictement identique, au taux fixe de 0,74% et pour la durée résiduelle de l'emprunt quitté, soit 8 ans.

  - D'autre part, de rembourser par anticipation et de refinancer un emprunt en Franc Suisse d'un montant de 328 275,00 CHF.

Cette transaction a fait l'objet d'un protocole d'accord (délibération 2020-97).

Le nouvel emprunt a été souscrit auprès du Crédit Agricole au taux fixe de 0,45% et pour la durée résiduelle de l'emprunt quitté soit 2,25 ans. Le montant du prêt (224 170,31 €) correspond à la contrevaletur en Euros basée sur le cours historique du taux de change.

Le tableau ci-dessus montre clairement l'impact de ces actions sur le taux moyen après swaps, taux effectivement supporté par la Ville. Il est donc la cible des actions de gestion.

## STRUCTURE DE LA DETTE PREVISIONNELLE au 31 /12 /2020 (budget principal)

### Ventilations de la dette totale en M€

Ces analyses sont conduites sur les dettes brutes (avant déduction de l'aide du Fonds de Soutien).

- Par typologie de taux après swaps :

	31.12.20		31.12.21	
	M€	%	M€	%
Fixe <sup>3</sup>	60.73	67.39	57.70	64.55
Complexes	2.38	2.64	1.67	1.87
Hors Charte	5.11	5.67	4.14	4.63
Variable	17.5	19.42	21.79	24.38
Livret A	3.23	3.01	3.01	3.37
Revolv tiré	1.17	1.30	1.08	1.21
	90.12	100	89.39	100

**Pour 2021 est essentiellement prévu** un volume d'emprunts nouveaux pour investissements plafonné à **7,40 M€ net**, de façon à poursuivre notre désendettement conformément aux objectifs que nous nous sommes fixés.

- Un emprunt souscrit pour un montant total de **5 M€** avec la Société Générale, dont le tirage sur 2021 porterait sur **5,0 M€** sur la phase de préfinancement de 24 mois, est indexé sur l'Euribor 1M + 0,50 BP ;
- Un nouvel emprunt souscrit auprès du Crédit Agricole sur un volume net de **2,4 M€**, qui compte tenu du contexte dans un environnement de taux relativement bas a été contracté sur un taux fixe de 0.73%.

Le refinancement d'emprunts contractés pour le financement du PPP éclairage public pour un volume d'environ **6 M€**.

**Dans la mesure où cette option serait privilégiée à celle de la substitution sur les contrats en cours, la Ville sera amenée à payer une soulte valorisée à environ 0,5 M€ sur 2021, incluse dans le volume du refinancement.**

**Cette soulte sera neutralisée financièrement soit par la réduction du volume de nos dépenses soit par l'apport de nouvelles recettes de façon à ce que l'objectif de désendettement de 2021 soit respecté.**

<sup>3</sup> En ce compris les PPP.

**DETTE « HORS CHARTE » et à « TAUX COMPLEXES » au 31.12.20. (budget principal )**

- Au 31.12.20, la dette « hors charte » et à « taux complexes » est répartie ainsi :

Banque prêteuse		Réf.	Type	Sans swaps		Avec swaps		Total	
		Ville	Taux	Nbre	M€	Nbre	M€	Nbre	M€
Financements Hors Charte									
SFIL	HC	308b	Struct			1	0,90	1	0,90
Dexia	HC	309	Struct			1	3,10	1	3,10
CE	HC	318	Struct			1	0,99	1	0,99
CE	HC	301b	Struct			1	0,12	1	0,12
						4	5,11	4	5,11

Financements Complexes									
Dexia	B1	295	Struct	1	0,03			1	0,03
SFIL	B1	325	Struct			1	3,25	1	3,25
CE	B4	3177	Struct	1	0,27			1	0,27
				2	0,30	1	3,25	3	3,55

TOTAL				2	0.30	5	8.36	9	8.66
-------	--	--	--	---	------	---	------	---	------

Près des 2/3 de la dette HC ou à taux complexes a été travaillée avec des swaps (et parfois des contre-swaps).

- La dette comprend des produits « Hors Charte » Gissler.

En cas de swap et éventuellement de contre-swaps, ne sont retenues que les positions résultantes.

Quatre produits restent classés en « Hors Charte », soit de l'ordre de 5,61 % du portefeuille de dettes. La part « Hors Charte » est passée de 18,19 M€ à 5,11 M€ entre fin 2014 et fin 2020, soit une réduction de près de 72 %.

Réf. Ville	TAUX	ENCOURS AU 31.12.2020
		M€
301b	3.50 % si USD/CHF $\geq$ 0.95 sinon, 3.50 % + 1.55 * (0.95 - USD/CHF) / USD/CHF	0,12
308b	MAX (10.98 % - 10 * [CMS GBP 10y - CMS EUR 10y] ; 0) (Floor = 0.00 %)	0.90
309	2.96 % si (CMS 30y - CMS1y) $\geq$ 0 sinon, 10.55 % - 10 * (CMS 30y - CMS 1y)	3.10
318	2.00 % + MAX [(EUR/USD - EUR/CHF - 10.65 %) ; 0]	0.99
	<b>TOTAL en EUR</b>	<b>5.11</b>



## BILAN DES OPERATIONS DE DESENSIBILISATION ET DE REFINANCEMENTS REALISEES EN 2020

### I - OPERATION DE DESENSIBILISATION ET DE REFINANCEMENT

- **224 170,31 €** destinés au refinancement d'un remboursement anticipé d'emprunt Dexia en Franc Suisse ayant fait l'objet d'un protocole d'accord (délibération 2020-97), contractés auprès du Crédit Agricole. Le montant du prêt correspond à la contrevaletur en Euros basée sur le cours historique du taux de change.

**Cette opération est sans conséquence sur le niveau d'endettement de la Ville.**

Les caractéristiques de l'emprunt de refinancement sont :

Montant en Franc Suisse : 328 275,00 CHF

Cours de Change Historique : 1,4644

Montant en Euros du prêt : 224 170,31 €

Date d'effet : 31.08.2020

1<sup>ère</sup> échéance : 30.11.2020

Date dernière échéance : 30.11.2022

Durée : 2,25 ans (égale à la durée résiduelle de l'emprunt quitté)

Périodicité : Trimestrielle

Taux : Fixe à 0,45 %

La perte de change constatée le jour du remboursement pour un montant de **81 400,76 €** a été financée sur les fonds propres.

Il n'est pas inutile de rappeler que cette perte de change a fait l'objet d'une provision par délibération du Conseil Municipal du 10 décembre 2019, pour un montant de **82 779,80 €**.

(CHF contrevaletur en €)	304 (MON202354CHF001) quitté	Refinancement	Ecart
Prêteur	DCL	CRCA	
Classement Gissler	HC	1A	
Taux	3.90 %	0.45%	
Emprunt de refinancement	224 170,31 €	224 170,31€	
Perte de change	81 400,76	81 400,76	
TRI	36.00 %	30.07 %	-5.93

Le TRI de l'emprunt de refinancement a été corrigé de l'impact de la perte de change, de manière à permettre une comparaison valide avec celui de l'emprunt quitté.

C'est une opération de restructuration qui sort la Ville d'un emprunt classé « Hors Charte Gissler », tout en réduisant le coût de revient du financement de près de **600 points de base**.

Par ailleurs, le fait de placer cette opération à une date d'échéance a été bénéfique en ce que le cours de change s'est amélioré depuis la date de signature du protocole.

Il apparaît donc que dans ces conditions, la Ville a eu un avantage certain à réaliser l'opération.

## II - OPERATIONS DE REFINANCEMENTS

- **3 178 378,44 €** destinés au refinancement d'un remboursement anticipé d'emprunt Dexia ayant fait l'objet d'un protocole d'accord (délibération 2020-97), contracté avec la Banque Postale.

**Cette opération est sans conséquence sur le niveau d'endettement de la Ville.**

Les caractéristiques de l'emprunt de refinancement sont :

- Montant : 3 178 378,44 €
- Date d'effet : 01.08.2020
- 1<sup>ère</sup> échéance : 01.11.2020
- Date dernière échéance : 01.08.2028
- Durée : 8,0 ans (égale à la durée résiduelle de l'emprunt quitté)
- Périodicité : Trimestrielle
- Taux : Fixe de 0,74 %

Les impacts financiers de l'opération réalisée se résument comme suit :

	309 (MON277049EUR001) quitté	Refinancement	Ecart
Prêteur	DCL	Banque Postale	
Taux	4.68 %	0.74 %	
Emprunt de refinancement	3 178 378,44 €	3 178 378,44 €	-
Encours de dette	Inchangé	Inchangé	-
Dont indemnité compnstaire		281 000 €	-
TRI	4.74 %	2.96 %	-1.78

Le TRI de l'emprunt de refinancement a été corrigé de l'impact du règlement d'une Indemnité de Compensation Dérogatoire.

C'est une opération qui permet à la Ville de réduire le coût de revient du financement de près de 180 points de base.

Les économies réalisées sur la durée résiduelle du prêt en termes de charges financières représentent un volume de 273 455,63 € ; il apparaît donc que la Ville a eu un avantage certain à réaliser l'opération.

- **1 376 318 €** destinés au refinancement d'un emprunt revolving devant être consolidé par la souscription d'un emprunt auprès du Crédit Agricole, pour un montant strictement équivalent (euribor 3 mois + 0,90 % équivalent aujourd'hui à un taux payé de 0,442 % index non flooré).

Cette opération est sans conséquence sur le niveau d'endettement de la Ville.

Nous avons reçu 4 propositions soit :

- 2 offres indexées sur un taux fixe ;
- 1 offre en taux variable ;
- 1 offre en taux révisable.

Les TRI des offres varient entre 1,2962 % et 0,7635 %, l'offre du Crédit Agricole indexée sur un taux variable présentant le meilleur coût de revient sur la base des anticipations fournies par Finance Active.



L'option a été choisie de s'orienter vers un emprunt en taux variable pour à la fois :

- Bénéficier du meilleur coût de revient ;
- Bénéficier des taux négatifs de Euribor 3 mois puisque l'index n'est pas flooré et dont les perspectives d'évolution restent favorables ;
- Avoir la possibilité de basculer vers un taux fixe, si les conditions de l'index venaient à se dégrader, cette option étant prévue par le contrat.

Il apparaît donc que l'offre du Crédit Agricole présentait par ses conditions, un avantage certain pour la Ville.

## D) CADRE PLURIANNUEL DE FONCTIONNEMENT 2021-2025

### LES HYPOTHESES RETENUES EN RECETTES DE FONCTIONNEMENT :

#### Une année marquée par la mise en place de la réforme de taxe d'habitation sur les résidences principales :

Nous l'avons évoqué en introduction, la loi de finances pour 2020 a prévu une suppression du produit de la taxe d'habitation sur les résidences principales et des compensations fiscales afférentes (attribution de compensation taxe d'habitation) pour les communes en 2021.

En compensation de la suppression de la Taxe d'Habitation, les communes percevront la part départementale de la taxe sur les propriétés bâties.

Dans le schéma qui vous est présenté ci-dessous, la part départementale de la taxe sur les propriétés bâties sera répartie entre les communes grâce à un mécanisme de coefficient correcteur visant à leur garantir une compensation à l'euro près, neutralisant ainsi les situations de sur-compensation ou de sous-compensation.

**Produit avant réforme : 32 367 840 €**

TH sur résidences principales  
communal 2020  
= 14 423 216 €



Compensations TH 2020  
= 1 688 758 €



Produit TFPB communal 2020  
= 16 255 866 €

TFPB département 2020 =  
8 834 246 €



TFPB communal 2020 =  
16 255 866 €

**Produit théorique post réforme : 25 090 112 €**

#### Calcul du coefficient correcteur

**Produit avant réforme : 32 367 840 €**



**Produit théorique post réforme : 25 090 112 €**

**= 1,30**

Le produit théorique post réforme étant inférieur à celui avant la réforme, le coefficient correcteur est supérieur à 1.

Autrement dit, la commune étant sous-compensée par le transfert du produit de foncier bâti du département, un produit complémentaire est généré par l'application du coefficient correcteur.

Dans notre prospective 2021-2025, nous nous sommes basés sur des hypothèses d'évolution prudentielle des bases fiscales, soit 1% entre 2021 et 2020, puis 2 % par an sur les années 2022 à 2025.

**SIMULATION 2021-2025**

	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Revalorisations des bases (fofitaire et physique)		bases revalorisées de 1%	bases revalorisées de 2%	bases revalorisées de 2%	bases revalorisées de 2%	bases revalorisées de 2%
Bases de TH sur les RS (a)	10 783 233	10 891 065	11 108 886	11 331 064	11 557 685	11 788 839
Taux de TH (b) 18,90 %	18,90%	22,68%	22,68%	22,68%	22,68%	22,68%
THRS Majoration 20% (c)	20%					
<b>Produit TH RS (b x c)</b>	<b>2 445 637</b>	<b>2 470 094</b>	<b>2 519 495</b>	<b>2 569 885</b>	<b>2 621 283</b>	<b>2 673 709</b>
Bases de TH sur les résidences principales	76 313 311					
<b>Produit de TH résidences principales</b>	<b>14 423 216</b>					
Bases TFB communale (d)	83 400 595	84 204 980	85 889 080	87 606 861	89 358 998	91 146 178
Coefficient correcteur (e)		1,30	1,30	1,30	1,30	1,30
Taux TFB 2020 (g1) 19,45%	19,45%	30,07%	30,07%	30,07%	30,07%	30,07%
Taux département 2020 (g2) 10,62%						
<b>Produit TFB communal (E) = (d) x (g1+g2)</b>	<b>16 255 866</b>	<b>25 320 437</b>	<b>25 826 846</b>	<b>26 343 383</b>	<b>26 870 251</b>	<b>27 407 656</b>
<b>Produit complémentaire de TFB issu du « COCO » (F) = (E) x ((e)-1)</b>		<b>7 342 927</b>	<b>7 489 785</b>	<b>7 639 581</b>	<b>7 792 373</b>	<b>7 948 220</b>
<b>Produit Total TFB (G) = (E) + (F)</b>	<b>16 255 866</b>	<b>32 663 364</b>	<b>33 316 632</b>	<b>33 982 964</b>	<b>34 662 624</b>	<b>35 355 876</b>
<b>Bases TFNB</b>	<b>654 540</b>	<b>661 088</b>	<b>674 310</b>	<b>687 796</b>	<b>701 552</b>	<b>715 583</b>
<b>Taux TFNB</b>	<b>14,70%</b>	<b>14,70%</b>	<b>14,70%</b>	<b>14,70%</b>	<b>14,70%</b>	<b>14,70%</b>
<b>Produits TFNB</b>	<b>96 217</b>	<b>97 180</b>	<b>99 124</b>	<b>101 106</b>	<b>103 128</b>	<b>105 191</b>
<b>Roles supplémentaires</b>	<b>262 650</b>	<b>150 000</b>	<b>150 000</b>	<b>150 000</b>	<b>150 000</b>	<b>150 000</b>
<b>Compensation TH</b>	<b>1 688 758</b>					
<b>Produit Total TFB (G) = (E) + (F)</b>	<b>35 172 344</b>	<b>35 380 638</b>	<b>36 085 251</b>	<b>36 803 956</b>	<b>37 537 035</b>	<b>38 284 775</b>

TH : Taxe d'habitation

RS : Résidences secondaires

THRS : Taxe d'habitation sur les résidences secondaires

TFB : Taxe foncière sur le bâti

COCO : Coefficient correcteur

TFNB : Taxe sur le foncier non bâti



Il est important de souligner que les taux qui seront désormais soumis au vote de l'assemblée communale sont ceux de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires agrégée de la majoration, de la taxe sur le foncier bâti agrégée du taux transféré du Département et enfin celui du foncier non bâti.

**Ainsi, sur la taxe d'habitation sur les résidences secondaires, il convient désormais d'inclure directement dans le taux la majoration de 20 %.**

**A taux constant, le taux voté par l'assemblée municipale sera de 22,68 % (18,90 % \* 1,20).**

**De la même façon, en ce qui concerne la taxe foncière sur le bâti, le taux communal étant de 19,45 %, celui du département de 10,62 %, le taux voté sera désormais celui agrégé soit 30,07 %.**

Enfin, en ce qui concerne la taxe sur le foncier non bâti, elle n'est pas l'objet d'une réforme, le taux voté restera celui des années précédentes, en l'occurrence 14,70 %.

Il est donc intéressant de faire un focus sur l'évolution du pouvoir fiscal des communes entre 2019 et 2023, dernière année de mise en place de la réforme fiscale de la taxe d'habitation sur les résidences principales.

Action sur ...	2019	2020	2021	2022	2023
Taux de TH	✓	✗	Plus applicable		
Abattements TH	✓	✗			
Taux de THRS, TLV, THLV	✓	✗	✗	✗	✓
Taux GEMAPI	✓	✗	✓	✓	✓
Taux de TFPB	✓	✓	✓	✓	✓
Abattements TFPB	✓	✓	✗	✓	✓
Exonération et VL TFPB	✓	✓	✗	✓	✓

*La taxe gemapi, connue sous le nom de la taxe d'inondation est une taxe additionnelle aux impôts locaux ; elle a été instaurée au niveau de la communauté d'agglomération.*

Ce tableau est assez révélateur de la perte d'indépendance fiscale des communes.



### **Le produit de la fiscalité indirecte hypothèse stable :**

Pour les droits de mutation, alors que les pertes annoncées sur ce poste en particulier faisaient état d'une diminution de 30 % du produit 2020 par rapport à 2019, nous avons finalement constaté une progression de plus de 4 %, pour atteindre environ 3 600 K€ sur 2020.

Cette recette étant fortement aléatoire, nous nous basons sur une hypothèse très prudente pour les années 2021 à 2025, avec un produit espéré de 3 200 K€ annuel.

En ce qui concerne la taxe sur l'électricité, elle devrait être relativement constante.

Sur la taxe de séjour, nous inscrivons un produit sensiblement équivalent à celui perçu sur 2020.

### **Fiscalité indirecte en K€ :**

	2021	2022	2023	2024	2025
Droits de mutation	3 200	3 200	3 200	3 200	3 200
Taxe sur l'électricité	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200
Taxe de séjour	185	190	195	200	205
Taxe sur pylônes	29	29	29	29	29
Taxe publicité	260	260	260	260	260
Produit des jeux	40	40	40	40	40

### **Dotation globale de fonctionnement et mécanismes de péréquation : les évolutions à prévoir :**

La Loi de Finances 2021 n'apporte aucune modification notable à ces dotations.

En effet, le calcul de la dotation forfaitaire reste inchangé (variation de population et écrêtement en fonction de l'écart à la moyenne du potentiel fiscal). Ainsi, bien que ne tenant plus compte de la contribution au redressement des finances publiques (CRFP) depuis l'année 2018, la dotation forfaitaire (DF) demeure toutefois soumise au mécanisme d'écrêtement.

L'écrêtement de la dotation forfaitaire des communes permet notamment de financer les abondements d'enveloppes de péréquation verticale. Ils sont identiques dans ce PLF 2021 à ceux de l'année dernière.

Point d'attention néanmoins, la crise sanitaire de 2020 et dans une moindre mesure de 2021, aura une influence sur le potentiel fiscal de chaque collectivité durant les prochaines années. Une évolution de l'écrêtement peut être constatée à la hausse ou à la baisse en fonction de l'évolution comparée de la richesse fiscale des autres communes.

Cet impact n'étant pas encore mesurable, nous resterons prudents comme à l'accoutumée.

En tenant compte de ces éléments, nos perspectives d'évolution de la dotation forfaitaire sont ancrées dans une tendance baissière.

Pour 2021 en particulier, nous appliquons un écrêtement correspondant à 100 % de celui de 2020, autour de 110 K€.

**Dotation forfaitaire (DF) en K€ :**

2021	2022	2023	2024	2025
4 224	4 074	3 924	3 768	3 605

Pour la Dotation de Solidarité Urbaine, la Ville de Grasse n'étant plus éligible depuis 2017, une garantie d'inéligibilité dégressive a été mise en place, qui est entrée dans sa dernière année d'application en 2019.

La commune de Grasse n'est ainsi plus couverte par ce dispositif à compter de 2020.

Chaque année, il sera de nouveau procédé à une actualisation des données propres de la commune ainsi que celles de moyennes de références démographiques, de façon à ce qu'une nouvelle valeur de l'indice synthétique et un nouveau rang de classement soient déterminés.

Nous considérons néanmoins que l'évolution de son classement défavorable laisse présager une non-couverture par ce dispositif.

**Dotation de solidarité urbaine (DSU) en K€ :**

2021	2022	2023	2024	2024	2025
0	0	0	0	0	0

La Dotation nationale de péréquation (DNP) n'a pas été abondée depuis la Loi de Finances 2015 (elle devait d'ailleurs disparaître dans le PLF 2016 et peut encore apparaître pour certains comme étant une dotation en sursis). Ainsi, à critères équivalents et toute chose égale par ailleurs, cette dotation pourra être envisagée stable.

La Dotation Nationale de Péréquation comprend deux parts :

La part « principale » est déterminée en fonction du potentiel financier et de la population.

La part « majoration » est attribuée en fonction des produits post-TP et de la population.

Dans nos prévisions, la part majorée est maintenue.

**Dotation Nationale de Péréquation (DNP) en K€ - part principale :**

	2021	2022	2023	2024	2025
Part principale	404	364	327	295	265
Part majorée	275	265	255	246	237

La Dotation Globale de Fonctionnement est la résultante des 3 composantes évoquées ci-dessus (DF, DSU, DNP).

**Dotation Globale de Fonctionnement en K€ :**

2021	2022	2023	2024	2025
4 903	4 703	4 506	4 309	4 107

Pour rappel, la DGF de 2014 représentait 9 715 K€ ; elle s'établirait à 4 107 K€ en 2025, équivalente à une perte de produit annuel de plus de 5,6 M€ (environ -58% )



### Participation autres organismes :

Nous nous sommes basés sur une hypothèse sensiblement prudente, en tenant compte d'une baisse de l'activité liée aux contrats CAF.

2021	2022	2023	2024	2025
1 885	1 885	1 885	1 885	1 885

### Les compensations fiscales :

Nous l'avons évoqué ci dessus, la loi de Finances 2021 introduit une modification des variables d'ajustement de l'enveloppe normée.

C'est ainsi que la Dotation de Compensation à la taxe d'habitation est désormais perçue dans le produit fiscal du foncier sur le bâti.

	2021	2022	2023	2024	2025
Compensation taxes foncières	50	50	50	50	50
Compensation réforme TP	30	30	30	30	30

### Produits des services :

L'année 2020 a été marquée par une baisse de près de 37 % sur le volume global de ces produits.

Une des explications est le transfert des budgets annexes Eau et Assainissement à la CAPG, dans la mesure où étaient constatés sur ce chapitre les remboursements des personnels mis à disposition pour l'exercice de ces activités.

La seconde est essentiellement liée à la crise sanitaire et l'annulation de la quasi-totalité des manifestations génératrices de revenus.

La troisième est la conséquence des décisions prises par l'assemblée municipale pour la gratuité des stationnements de surface, des diverses redevances d'occupation de domaine public et de locaux.

Pour 2021, notre hypothèse de construction est basée sur une légère reprise de l'activité, avec une progression notable à compter de 2023..

### Produit des services en K€ :

2021	2022	2023	2024	2025
1 600	1 650	1 900	1 950	2 000



**Atténuations de charges :**

Ce poste est principalement composé de tous les remboursements liés aux charges de personnel.

Ce poste connaît un volume généralement stable, il est donc maintenu constant sur la période examinée .

2021	2022	2023	2024	2025
350	350	350	350	350

**Il est rappelé que pour les évolutions relatives aux relations financières avec la CAPG, des travaux vont être menés pour évaluer les charges transférées concernant la compétence « gestion des eaux pluviales urbaines ».**

**Ces travaux résulteront sur une modification de l'attribution de compensation en fin d'année 2021.**

**Récapitulatif et évolution recettes réelles de fonctionnement entre 2021 et 2025 K€ :**

Montants en K Euros	2021	2022	2023	2024	2025
Produit total fiscalité	35 381	36 085	36 804	37 537	38 285
Attribution de compensation	15 163	15 163	15 163	15 163	15 163
FNGIR	157	157	157	157	157
Taxes funéraires	20	20	20	20	20
Droits de place	30	30	30	30	30
Autres taxes	5	5	5	5	5
Taxes sur les pylones électriques	29	29	29	29	29
Taxe consommation finale électricité	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200
Taxe de séjour	185	190	195	200	205
Produit des jeux	40	40	40	40	40
Taxe locale publicité extérieure	260	260	260	260	260
Droits de mutation	3 200	3 200	3 200	3 200	3 200
<b>Total impôts et taxes</b>	<b>55 670</b>	<b>56 379</b>	<b>57 103</b>	<b>57 841</b>	<b>58 594</b>
Dotation forfaitaire	4 224	4 074	3 924	3 768	3 605
Dotation nationale de péréquation	679	629	582	541	502
FCTVA	60	60	60	60	60
Dotations générales de décentralisation	285	285	285	285	285
Participation département	10	10	10	10	10
Communes du GFP	50	50	50	50	50
Communes hors GFP	55	55	55	55	55
Participations autres organismes	1 885	1 885	1 885	1 885	1 885
Dotation compensation TP	30	30	30	30	30
Compensation exonérations foncier	50	50	50	50	50
Dotation de recensement		10	10	10	10
<b>Total Dotations et Participations</b>	<b>7 328</b>	<b>7 138</b>	<b>6 941</b>	<b>6 744</b>	<b>6 542</b>
Montants en K Euros	2021	2022	2023	2024	2025
Revenus des immeubles	900	905	910	915	920
Redevances concessions	200	200	200	200	200
<b>Total loyers et redevances</b>	<b>1 100</b>	<b>1 105</b>	<b>1 110</b>	<b>1 115</b>	<b>1 120</b>



Montants en K Euros	2021	2022	2023	2024	2025
Concessions cimetières	85	85	85	85	85
Stationnement et location voie publique	35	40	45	50	55
Redevance occupation domaine public communal	120	130	140	150	160
Autres droits de stationnement	10	15	20	25	30
Redevances de stationnement	300	310	320	330	340
Forfaits post stationnement	200	210	220	230	240
Autres redevances et recettes diverses	115	120	125	130	135
Redevances à caractère culturel	155	155	155	155	155
Redevances à caractère sportif	10	10	10	10	10
Redevances à caractère de loisirs	200	200	200	200	200
Redevances à caractère social	15	15	15	15	15
Mise à dispo GFP rattachement	20	20	20	20	20
Mise à dispo autres organismes	85	85	85	85	85
Rembours.frais collectivité de rattachement	30	30	30	30	30
Remboursements de frais d'autres redevables	400	400	400	400	400
Produits activités annexes	20	25	30	35	40
<b>Total Produits des services</b>	<b>1 600</b>	<b>1 650</b>	<b>1 900</b>	<b>1 950</b>	<b>2 000</b>
<b>Total remboursements de personnel</b>	<b>350</b>	<b>350</b>	<b>350</b>	<b>350</b>	<b>350</b>
Rembours.emprunts collectivité de rattachement	92	82	72	62	62
Fonds de soutien	622	622	622	622	622
Produits activités annexes	400	400	400	400	400
<b>Total produits financiers</b>	<b>1 114</b>	<b>1 104</b>	<b>1 094</b>	<b>1 084</b>	<b>1 084</b>
Autres produits opérations de gestion	150	150	150	150	150
Produits exceptionnels divers	300	3 150	4 650	150	150
<b>Total produits exceptionnels</b>	<b>500</b>	<b>3 300</b>	<b>4 800</b>	<b>300</b>	<b>300</b>

<b>RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>67 662</b>	<b>71 026</b>	<b>73 298</b>	<b>69 384</b>	<b>69 990</b>
---	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------

Pour les produits exceptionnels :

Sont inscrits sur l'année 2021 les cessions de terrains de l'hôtel des Parfums et d'un terrain quartier du bon marché pour 200 K€.

L'année 2022 est marquée par l'inscription en produit exceptionnel d'une cession foncière d'un terrain quartier de la Gare pour 3 000 K€.

Pour 2023, est inscrite la recette liée au remboursement de l'assurance de la Médiathèque pour 4 500 K€.

**Il est à préciser que même si les produits de cessions foncières sont inscrits en recettes d'investissement, elles sont constatées comptablement en recettes de fonctionnement.**

### **HYPOTHESES RETENUES EN DEPENSES DE FONCTIONNEMENT :**

Ce cadre pluriannuel de fonctionnement s'inscrit dans la poursuite d'une politique volontariste d'assainissement de nos finances communales.

Les principaux objectifs restent conformes à ceux du précédent mandat. En l'occurrence, maintenir un niveau d'épargne suffisant de façon à ce que notre politique prioritaire de désendettement soit optimisée.

Dans ce sens, les volumes de nos investissements seront mis en adéquation avec notre capacité de financement, de façon à limiter notre appel à l'emprunt.

### **Les charges à caractère général ou fonctionnement des services :**

Alors que les enveloppes dédiées aux services ont été fortement réduites depuis 2014, notre maintien de ces dépenses à un niveau contraint est essentiel pour maintenir un niveau d'épargne conforme à nos objectifs.

Il convient ainsi de maintenir sur la période une évolution relativement contenue de ce poste de charges.

Pour 2021, avec l'arrivée de la Médiathèque, l'évolution est toujours maîtrisée mais plus importante (environ 4,5 %) compte tenu des nouvelles dépenses à intégrer et une activité continue sans une éventuelle interruption par un nouveau confinement.

Il faut également évoquer les dépenses de fonctionnement liées à l'entretien de l'éclairage public, où malgré la sortie du PPP, les dotations sont maintenues constantes dans l'objectif du financement du nouveau marché de prestations de service.

### **Evolution des charges à caractère général en K€ :**

2021	2022	2023	2024	2025
10 700	10 800	11 125	11 450	11 800

### **Les charges de personnel :**

Ce point sera largement développé plus loin dans le document.

Il est important néanmoins d'évoquer l'évolution très limitée de ces charges entre 2014 et 2020, inférieure à 1%.

Pour les années à venir, l'hypothèse retenue est celle d'une progression d'environ 1 % par an, ce qui compte tenu des départs à la retraite est une évolution objective.

### **Evolution des charges de personnel en K€ :**

2021	2022	2023	2024	2025
35 000	35 350	35 704	36 061	36 421



### Les charges de gestion courante

Pour les subventions aux associations, le principe retenu est celui d'un maintien global du niveau des participations de la Ville par solidarité avec le tissu associatif local.

En ce qui concerne le Syndicat Départemental d'Incendie et de Secours, nous retenons une augmentation annuelle autour de 1 % / an.

Pour l'OGEC Fénelon, cette participation étant basée sur le nombre d'élèves, nous reportons sur les années futures le montant de 2020 légèrement majoré.

Pour le Centre Communal d'Action Sociale, nous retenons une évolution en valeur de 50 K€ / an, en adéquation avec un niveau de prestations constant.

Enfin, les participations pour les enfants scolarisés à l'extérieur devraient être stabilisées.

Les indemnités des élus sont limitées à une évolution de 1 % / an, comme celles des charges de personnel.

### Charges de gestion courante en K€ :

Montants en K Euros	2021	2022	2023	2024	2025
Fonctionnement des services	10 700	10 800	11 125	11 450	11 800
Charges de personnel	35 000	35 350	35 704	36 061	36 421
SDIS	3 188	3 220	3 252	3 285	3 317
Syndicats intercommunaux	100	100	100	100	100
CCAS	3 400	3 450	3 500	3 550	3 600
Caisse des écoles	60	60	60	60	60
CEJ	1 305	1 305	1 305	1 305	1 305
Contrat de Ville	117	117	117	117	117
Enfants scolarisés à l'extérieur	170	170	170	170	170
Subventions aux associations	1 636	1 636	1 636	1 636	1 636
OGEC Fenelon	370	370	370	370	370
Indemnités élus	530	535	541	546	552
Redevances, non valeurs, indemnités instit.	50	50	50	50	50
<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>10 926</b>	<b>11 013</b>	<b>11 101</b>	<b>11 189</b>	<b>11 277</b>

### **Contribution au Fonds de Péréquation ressources Communales et Intercommunales :**

Le FPIC a pour vocation de redistribuer les richesses fiscales du bloc communal.

L'enveloppe globale du FPIC ne connaît pas de modification en 2021 et reste, cette année encore, figée à 1 milliard d'euros comme décidé en Loi de Finances pour 2019. Cependant, ce maintien ne signifie pas pour autant une absence de changements du montant perçu par le bloc communal localement.

Néanmoins, certaines modifications dont nous n'avons pas la maîtrise pourraient avoir comme conséquence une variation du montant du FPIC prélevé pour notre collectivité et notamment :

- les transferts de compétences impactant le Coefficient d'Intégration Fiscale ;
- les modifications de population DGF ;
- la modification du potentiel financier par habitant ;
- toute modification de la carte intercommunale.

Il ne faut pas non plus oublier que les montants des prélèvements sont estimés sur la base du régime dérogatoire délibéré par la Communauté d'Agglomération en vigueur à ce jour.

Sur la base des informations connues à ce jour, les évolutions annuelles entre 2021 et 2025 pourraient être les suivantes :

#### **FPIC en K€ :**

2021	2022	2023	2024	2025
473	490	508	526	545

#### **Prélèvement SRU en K€ :**

Il est à noter qu'en 2021, la Ville voit sa contribution largement diminuée .

La cession d'un immeuble de l'Ilot Nègre pour la réalisation de logements sociaux ayant été réalisée pour l'euro symbolique, la moins-value constatée par rapport à l'estimation des domaines soit 544K€, peut être ainsi déduite.

A compter de 2022, les prélèvements seront revus à la hausse, la valeur de référence étant celle de 2020.

2021	2022	2023	2024	2025
145	700	700	700	700

#### **Charges exceptionnelles et provisions en K€ :**

Elles sont constituées de diverses charges que nous pouvons segmenter en fonction de leur origine.

La première concerne une dotation afin de faire face aux charges imprévisibles de 300 K€ en 2021 puis 350 K€/an à compter de 2022, en constituant également une provision de charges pour faire face aux besoins de la Régie des Parkings pendant les travaux réalisés sur Martelly.

Il convient également de provisionner un montant de 170 K€ sur des dossiers de contentieux.

Une troisième affectation est destinée à financer les participations à la SPL Grasse Développement dans le cadre de la concession de restauration immobilière du centre ancien phasée sur l'échéancier suivant :

Année 2021 : 25 K€ ;

Année 2023 : 25 K€ ;

Année 2024 : 50 K€.

2021	2022	2023	2024	2025
495	350	375	400	350



Répartition et évolution des principales dépenses réelles de fonctionnement en K€ :

Montants en K Euros	2021	2022	2023	2024	2025
Fonctionnement des services	10 700	10 800	11 125	11 450	11 800
Charges de personnel	35 000	35 350	35 704	36 061	36 421
SDIS	3 188	3 220	3 252	3 285	3 317
Syndicats intercommunaux	100	100	100	100	100
CCAS	3 400	3 450	3 500	3 550	3 600
Caisse des écoles	60	60	60	60	60
CEJ	1 305	1 305	1 305	1 305	1 305
Contrat de Ville	117	117	117	117	117
Enfants scolarisés à l'extérieur	170	170	170	170	170
Subventions aux associations	1 636	1 636	1 636	1 636	1 636
OGEF Fenelon	370	370	370	370	370
Indemnités élus	530	535	541	546	552
Redevances, non valeurs, indemnités instit.	50	50	50	50	50
<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>10 926</b>	<b>11 013</b>	<b>11 101</b>	<b>11 189</b>	<b>11 277</b>
FPIC	473	490	508	526	545
SRU	145	700	700	700	700
Revers concessions CCAS et hôpital	60	60	60	60	60
<b>Atténuations de produits</b>	<b>678</b>	<b>1 250</b>	<b>1 268</b>	<b>1 286</b>	<b>1 305</b>
Charges financières	2 550	2 363	2 213	2 059	1 944
Charges exceptionnelles et provisions	495	350	375	400	350
<b>DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>60 349</b>	<b>61 127</b>	<b>61 785</b>	<b>62 444</b>	<b>63 097</b>

Comme nous l'avons évoqué ci-dessus, notre prospective en dépenses est basée sur une évolution contenue de nos postes de dépense.



**Epargne brute en K€ définie dans le calcul du ratio d'endettement :**

Le législateur a privilégié un calcul simple de la CAF brute en retenant le total des recettes réelles de fonctionnement – les dépenses réelles de fonctionnement, sans retirer les éléments exceptionnels et les produits de cessions.

2021	2022	2023	2024	2025
7 313	9 900	11 513	6 940	6 893

**Remboursement capital dette K€ :**

2021	2022	2023	2024	2025
8 101	8 318	8 196	8 191	8 408

**Epargne nette K€ :**

2021	2022	2023	2024	2025
-788	1 582	3 317	-1 251	- 1 515

L'épargne nette permet de déterminer le montant dégagé par la section de fonctionnement une fois le remboursement en capital déduit.

Elle est globalement positive sur la période.

**Ressources propres d'investissement en K€ :**

2021	2022	2023	2024	2025
2 406	3 026	2 927	2 807	2 777

Les ressources propres sont les recettes d'investissement liées aux remboursements de Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA), la taxe d'aménagement (ancienne taxe locale d'équipement), la dette récupérable.

Son évolution notable entre 2021 et 2022 est liée aux volumes d'investissement réalisés.

**Règle d'or en K€ :**

2021	2022	2023	2024	2025
1 618	4 608	6 244	1 556	1 262

La règle d'or est composée de principes en comptabilité publique :

- le vote en équilibre de chaque section ;
- l'estimation sincère des recettes et des dépenses ;
- la couverture du remboursement annuel de la dette par les ressources propres de fonctionnement et d'investissement.

Force est de constater que cette règle est respectée sur la période.

Un nouveau principe a été mis en place en Loi de Finances 2018, qui est venu renforcer la règle d'or en fixant des plafonds pour le ratio de désendettement à 12 années pour les communes de plus de 50 000 habitants.

La capacité de désendettement d'une collectivité est définie par la Loi comme le rapport entre l'encours de dette à la date de clôture des comptes et l'épargne brute de l'exercice écoulé.

Ainsi, la capacité de désendettement d'une commune mesure le nombre d'années qu'il lui faudrait pour rembourser la totalité des emprunts qu'elle a contractés, si son autofinancement était intégralement consacré à ce remboursement.

Cette capacité de désendettement est donc un indicateur de la solvabilité financière, il permet par ailleurs de renforcer la vigilance des collectivités à la fois dans le suivi de leur épargne brute mais aussi dans le suivi de leur endettement.

Toutefois, le législateur privilégie un calcul simple de l'épargne brute, en ne retirant pas les éléments exceptionnels ou les cessions.

Par ailleurs à des fins de présentation budgétaire, l'article R.2313-2 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que lorsqu'une collectivité a acquitté une indemnité de remboursement anticipé et qu'elle a bénéficié du fonds de soutien au titre des emprunts structurés souscrits, elle peut déduire de son encours de dette le montant de l'aide du fonds de soutien restant à percevoir à ce titre.

**L'encours de dette est donc dans ce cas précis minoré du montant de l'aide, ce qui se traduit par un retraitement de la capacité de désendettement.**

**Evolution prévisionnelle encours de dette net du fonds de soutien en M€ :**

2021	2022	2023	2024	2025
81,32	79,01	74,85	74,62	74,48

Les volumes de dette sont exprimés en Millions d'Euros.

**Le ratio de désendettement en années :**

2021	2022	2023	2024	2025
11,12	7,98	6,50	10,75	10,81

**Le plafond est donc respecté comme l'ensemble des grands principes.**



## E) EVOLUTION PREVISIONNELLE ET EXECUTION DES DEPENSES DE PERSONNEL

### Situation au 31 décembre 2020

Principaux postes de dépenses	Dépenses au 31/12/2020 en K€
Rémunération des agents titulaires	15 201
Rémunération des agents contractuels	3 274
Avantages en nature Logements Nourriture Véhicules	64 20 16
Heures supplémentaires	420
NBI	140
Primes	4 415
Cotisations	8 855
Assurances	284

### Effectifs au 31 décembre 2020

	A	B	C	Total
Stagiaires et titulaires	36	46	648	730
Contractuels	12	18	127	157
Emplois aidés			25	25
Vacataires			15	15
<b>Total</b>	<b>48</b>	<b>64</b>	<b>815</b>	<b>927</b>



**Evolution prévisionnelle des effectifs au 31/12/2021 :**

	A	B	C	Total
Stagiaires et titulaires	34	43	653	730
Contractuels	13	18	132	163
Emplois aidés			20	20
Vacataires			15	15
<b>Total</b>	<b>47</b>	<b>61</b>	<b>820</b>	<b>928</b>

Au 31 décembre 2020, la Ville de Grasse comptabilise 33 agents en disponibilité et 4 en congés maladie (dont 2 en congé de longue maladie et 2 en congé de longue durée).

Concernant la maladie, la Ville de Grasse poursuit la mesure gouvernementale relative à la journée de carence pour les arrêts initiaux.

Pour 2021, la mutualisation des équipes reste l'objectif qui permettra de faire face aux contraintes budgétaires.

Des efforts seront poursuivis en matière de développement de l'annualisation du temps de travail pour certains secteurs d'activité. De plus, une discussion est entamée avec les partenaires sociaux dans la perspective de la mise en place du télétravail et ce pour améliorer à la fois les conditions de travail des agents, mais aussi limiter les effets induits par les déplacements urbains et péri-urbains sur l'environnement, conformément aux engagements pris dans le cadre de l'Agenda 21.

La Ville poursuivra ses efforts en limitant notamment les remplacements des agents partant à la retraite, par la mise en place d'une politique de formation permettant aux agents volontaires de pouvoir évoluer et par la poursuite d'une politique de mobilité interne dynamique.

En 2021, 23 agents feront valoir leurs droits à la retraite. 1 poste sur 4 ne sera pas remplacé.

En ce qui concerne les prévisionnels de recrutements de 2021, déjà évoqués précédemment, ils vous sont détaillés ci-dessous :

- 3 agents PM,
- 3 agents Médiathèque,
- 2 postes pour la mise en place du permis de louer.

2021 sera aussi l'année au cours de laquelle nos efforts se porteront sur la gestion prévisionnelle des emplois et compétences (GPEC) autour de la redéfinition de projets de services qui se déclineront en projets individuels de formation, qui eux-mêmes induiront une redéfinition des fiches de postes et de fonctions.

Comme chaque année également, la Ville poursuivra ses efforts en matière de mise en place de l'annualisation du temps de travail pour mieux adapter les ressources aux besoins.

Des pistes d'amélioration des conditions de travail sont étudiées afin de prévenir et de lutter contre l'émergence des risques psycho-sociaux ; le télétravail ou la définition du 3<sup>ème</sup> lieu sont autant de sujets qui sont actuellement en réflexion.

En résumé, la gestion dynamique de la masse salariale est un exercice complexe qui intègre le résultat de mesures décidées par la collectivité, mais aussi les nombreuses et lourdes conséquences de celles édictées au niveau du gouvernement.

Pour autant, la Ville annonce des objectifs volontaristes, notamment en ce qui concerne l'optimisation de ses méthodes de travail.

*Effectifs prévisionnels et perspective au 31 décembre 2025 :*

	2020	variation	2024
<b>Cadre A</b>	<b>48</b>	<b>+2</b>	<b>50</b>
<b>Cadre B</b>	<b>64</b>	<b>+1</b>	<b>65</b>
<b>Cadre C</b>	<b>815</b>	<b>+10</b>	<b>825</b>
<b>TOTAUX</b>	<b>927</b>	<b>+11</b>	<b>940</b>

Cette prospective est basée sur les hypothèses suivantes :

- 1) Le départ en retraite d'un agent se définit par un nombre de trimestres de cotisations d'une part et par un âge compris dans une fourchette variant de 62 à 67 ans d'autre part. Les estimations ne prennent en compte que les départs d'agents qui auront atteint l'âge maximum pour faire valoir leur droit à la retraite, soit 67 ans et sur une hypothèse de travail de 1 remplacement sur 4 départs en retraite.
- 2) Maintien dans les effectifs d'un nombre constant de 20 emplois aidés.
- 3) Cette estimation ne tient pas compte de la future réforme concernant les retraites.



**F) CADRE PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT BUDGET PRINCIPAL 2021 - 2025**

Ce cadre budgétaire pluriannuel privilégie la poursuite du désendettement, tout en maintenant un investissement moyen d'environ 12,0 M€ annuel.

DEPENSES	Montants en K€	RECETTES	Montants en K€
Plan Pluriannuel d'Investissement	59 890	Subventions / amendes de police	13 099
Travaux périls	1 500	Travaux périls	1 500
DMO Palais de Justice	7 285	DMO Palais de Justice	7 285
Remboursement capital de la dette	41 214	Emprunts	31 182
Autres dépenses	1 150	Dette récupérable	1 333
		Fonds de compensation TVA	10 110
		Epargne brute dont cessions foncières	42 557
		Taxe d'aménagement	2 500
		Fonds de roulement/autres recettes	1 473
<b>TOTAL DEPENSES</b>	<b>111 039</b>	<b>TOTAL RECETTES</b>	<b>111 039</b>

ENCOURS BRUT AU 31/12/2020 : 90,12 MILLIONS D'EUROS

REMBOURSEMENT EN CAPITAL SUR LA PERIODE : - 41,21 MILLIONS D'EUROS

EMPRUNTS PREVISIONNELS : + 31,18 MILLIONS D'EUROS

CREANCE FONDS DE SOUTIEN 31/12/2025 : 5,61 MILLIONS D'EUROS

ENCOURS NET FONDS DE SOUTIEN AU 31/12/2025 : 74,48 MILLIONS D'EUROS vs 81,40 au 31/12/2020



## PLAN PLURIANNUEL INVESTISSEMENT 2021-2025

Détail des dépenses avec les restes à réaliser en K€, les crédits de paiement étant prévisionnels :

MONTANTS EN K EUROS	2021	2022	2023	2024	2025	Total
<b><u>RENOUVELLEMENT EQUIPEMENTS</u></b>						
MODERNISATION DES SERVICES	300	300	300	100	100	1 100
EQUIPEMENT DES SERVICES	336	300	300	500	500	1 936
EQUIPEMENTS ROUTIERS ET URBAINS	184	190	190	190	190	944
DEFENSE INCENDIE	20	20	20	20	20	100
MATERIEL SERVICES TECHNIQUES	260	190	190	190	190	1 020
PARC AUTOMOBILE	206	300	200	200	200	1 106
<b><u>RENOUVELLEMENT SUPERSTRUCTURES</u></b>						
RESTAURATION MAHP		40	300		300	640
PALAIS EPISCOPAL	702	680	500	950	1 400	4 232
RESTAURATION VILLA FRAGONARD	210	60				270
CATHEDRALE	163	120	50	120	700	1 153
PLAN RENOVATION CHAPELLE	100	234	50	50	50	484
MOULIN FONT LAUGIERE	15		80			95
CAMPUS PALAIS DE JUSTICE	34					34
VISITATION ET SALLE SOUS LE COURS	150	300				450
GROS ENTRETIEN, EXTENSION ECOLES/CRECHES	489	388	300	300	300	1 777
RENOVATIONS BATIMENTS	325	400	445	400	400	1 970
ETUDE DE FAISABILITE BATIMENTS	10	10	10	10	10	50
GROS ENTRETIEN BATIMENTS	201	200	200	200	200	1 001
GER SECURITE INCENDIE	203	200	200	200	200	1 003
GER FLUIDES	10	20	20	20	20	90
SECURISATION EGLISE SAINT HELENE		450	450			900
PLAN RENOVATION ENERGETIQUE ECOLES		900	1 500	1 200	1 300	4 900
EXTENSION CUISINE CENTRALE		60	350	50		460
PISTE, ECLAIRAGE, PARKING STADE PERDIGON		1 200	120		150	1 470
TERRAIN LA PAOUTE				800		800
VESTIAIRES STADE CHILETTI			500			500
RENOVATION CRECHE PEYRARD		120				120
PALAIS DES CONGRES		87				87
RENOVATIONS SANITAIRES PUBLICS		50	60		50	160
TRANSFERT PARC AUTOMOBILE		50	100	800	400	1 350



MONTANTS EN K EUROS	2021	2022	2023	2024	2025	Total
<b><u>RENOUVELLEMENT INFRASTRUCTURES</u></b>						
EAUX PLUVIALES	410	10	10	10	10	450
ACQUISITIONS FONCIERES	250	150	150	150	150	850
GER DEFENSE ET DEFENSE INCENDIE	30	70	100	100	100	400
REQUALIFICATION VOIRIES	356	200	200	200	400	1 356
REQUALIFICATION BOULEVARD CARNOT	950					950
GER VOIRIES	174	300	300	300	300	1 374
ESPACES VERTS ET AIRES DE JEUX	100	170	250	250	250	1 020
GER ECLAIRAGE ET RESEAUX	85	400	400	400	500	1 785
PLAN FONTAINES ET LAVOIRS	20	20	20	20	20	100
VIDEO PROTECTION	200	150	150	150	150	800
MURS DE SOUTÈNEMENT	437	100	400	400	400	1 737
CIMETIERES	40	105	150		150	445
REQUALIFICATION BOULEVARD VICTOR HUGO			860	860		1 720
REQUALIFICATION MARECHAL LECLERC		500				500
REQUALIFICATION MATHIAS DUVAL					600	600
FOUILLES ARCHEO PLACE PETIT PUY	30	200	200			430
SECURISATION FALAISE DU PRADO		400				400
STATIONNEMENT		10	10	10	10	40
COMPTEURS ECLAIRAGES		100	100	50		250
<b><u>RENOUVELLEMENT URBAIN</u></b>						
CŒUR DE VILLE COORDINATION ET PILOTAGE	70					70
PONTET LA ROQUE NPNRU	0	200	1 400	550	600	2 750
FACADES ET PARTIES COMMUNES	350	300	300	300	300	1 550
ETUDES D'AMENAGEMENT	154	100	100	100	100	554
CONSTRUCTION MEDIATHEQUE	3 340	1 010				4 350
EQUIPEMENT MEDIATHEQUE	679					679
ESPACES PUBLICS ROUACHIER ET VERCUEIL	1 255	260				1 515
ILOTS NPNRU	200	640	500	500	500	2 340
AVOISINANTS MEDIATHEQUE	133					133
ESPACES PUBLICS NPNRU		200	150	90	100	540
<b>TOTAL</b>	<b>13 181</b>	<b>12 464</b>	<b>12 185</b>	<b>10 740</b>	<b>11 320</b>	<b>59 890</b>

Le plan pluriannuel d'investissement 2021-2025 représente un montant global prévisionnel de dépenses d'équipement de **59 890 K€**.

Les volumes inscrits sont en adéquation avec notre capacité de financement et notre objectif prioritaire de désendettement.

Le poste « périls » comprend les travaux pour les immeubles dont les propriétaires sont défaillants, pour **1 500 K€**.

La délégation de Maîtrise d'ouvrage prévue par la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse pour la réalisation des travaux au Palais de Justice, le bâtiment étant mis à disposition de la structure dans le cadre de sa compétence enseignement supérieur.

**Le montant prévisionnel de cette réhabilitation étant de 7 285 K€.**

Le remboursement en capital de la dette correspond à l'amortissement des emprunts qui constituent notre encours, agrégé de l'amortissement des emprunts prévus dans notre programmation, s'établissant ainsi à **41 214 K€**.

Il est important de noter que dans notre profil de dette, le remboursement en capital est maintenu à un volume d'environ 8 000 K€ / an nous permettant ainsi de poursuivre un rythme soutenu de désendettement.

### **Détail du financement de l'investissement**

Sur la période, est comptabilisé un volume de cessions foncières de **3 150 K€**, correspondant aux dossiers du quartier du Bon Marché **60 K€**, de l' Hôtel des Parfums **90 K€** et du quartier de la Gare pour **3 000 K€**.

Le poste « subventions » est composé des participations des partenaires liées aux opérations d'équipement et des amendes de police..

Le volume global des participations institutionnelles représente **11 099 K€**.

Leur estimation à compter de 2022 est basée sur le niveau des dépenses d'équipement.

**Leur volume définitif conditionnera notre volume de dépenses, notre objectif étant d'atteindre le niveau de désendettement prévu en fin de période.**

Le produit des amendes de police est anticipé à **400 K€** par an, équivalent à une recette totale de **2 000 K€** sur la période.

Eu égard au caractère aléatoire de ce produit, son volume est largement réduit par rapport aux montants perçus l'année précédente.

Le remboursement par les propriétaires défaillants des travaux réalisés par la Ville sur les immeubles en péril à hauteur de **1 500 K€** correspond au volume des inscriptions en dépenses.

### **L'autofinancement et les ressources propres**

L'épargne dégagée par la section de fonctionnement est anticipée sur la période à un volume de **42 557 K€**.

Elle tient compte des épargnes prévisionnelles dégagées des années 2021 à 2025 et du remboursement de l'assurance du sinistre de la Médiathèque estimé à **4 500 K€** et des cessions foncières pour **3 150 K€**.

Le FCTVA d'environ **10 110 K€**, qui est une recette directement liée à la récupération de la TVA sur les investissements réalisés l'année N-2.

La taxe d'aménagement est valorisée à **2 500 K€**, équivalent à un volume annuel de **500 K€ / an**.

**L'emprunt prévisionnel est plafonné à environ 31,18 M€ sur la période. Il correspond à une volonté affirmée de désendettement, soit 74,48 M€ K€ au 31 décembre 2025 net du fonds de soutien, qu'il convient de comparer aux 89,41 M€ du 31 décembre 2014, soit une baisse de notre endettement d'environ 16,7 %.**



## **G) LES ACTIONS ET PROJETS MENES DANS LE CADRE DE NOS ORIENTATIONS BUDGETAIRES**

### **LA POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE ET D'URGENCE CLIMATIQUE**

Tous les rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) publiés jusqu'à ce jour, ont mis en exergue les dérèglements climatiques en cours et l'urgence à agir afin de contenir autant que de possible les risques naturels aggravés, les effets sanitaires du réchauffement, les risques sur les ressources en eau, la perturbation des activités économiques et les conflits sociaux qui pourraient naître.

Notre territoire doit poursuivre son engagement dans un effort de mobilisation d'urgence, avec pour objectif l'atteinte de la neutralité carbone le plus rapidement possible et au plus tard en 2050.

La réussite de cet engagement passera tout d'abord par une mobilisation collective et simultanée de notre collectivité en premier lieu, mais aussi de la Communauté d'Agglomération du Pays Grassois (CAPG), des acteurs sociaux et économiques et de l'ensemble des Grassois.

C'est pourquoi la Ville de Grasse, associée à la CAPG, à la Communauté d'Agglomération Sophia-Antipolis et aux Villes d'Antibes et de Cannes se sont tout d'abord engagées en 2010 dans un Plan Climat Energie Territorial (PCET).

En 2014, la Communauté d'Agglomération de Cannes Pays de Lérins s'est jointe à cette démarche collective.

Outre ces engagements communs et face à l'urgence climatique, la Ville de Grasse a décidé de maintenir ses initiatives en définissant ses propres objectifs, plus ambitieux et en les déclinant de manière très concrète dans chacune de ses politiques publiques.

En termes de bâtiments tout d'abord, il s'agira de valoriser la rénovation thermique et la construction de bâtiments respectueux de l'environnement. Un Plan de rénovation énergétique des établissements scolaires sera engagé dès 2021 et permettra de réduire de plus de 30 % les consommations énergétiques et les gaz à effet de serre.

La réhabilitation de l'ancien Palais de Justice sera également l'opportunité de réaliser une opération exemplaire en matière de prise en compte des problématiques environnementales, avec notamment le développement d'une filière matériaux biosourcés produits localement.

Un grand Plan de rénovation et d'optimisation des 8 000 points d'éclairage public sera également lancé en 2021 afin de réduire les consommations énergétiques et la pollution lumineuse, au travers de solutions techniques innovantes telles la réduction de puissance, l'extinction nocturne, les ballasts électroniques, les lampadaires éoliens-solaires, les variateurs de températures de couleur, la détection de présence...

De plus, les extensions de réseau d'éclairage public seront limitées et devront faire l'objet d'une étude préalable justifiant le besoin de cet éclairage supplémentaire.

L'énergie électrique alimentant les bâtiments publics et l'éclairage public restera une énergie « 100 % verte » c'est-à-dire une électricité bas carbone produite uniquement à partir de sources d'énergies renouvelables telles que l'énergie hydraulique (barrages), éolienne, solaire, géothermique, houlomotrice et marémotrice ou encore l'énergie issue de la biomasse (bois, gaz de décharge, gaz de stations d'épuration d'eaux usées, biogaz...).

Sur le volet de la mobilité, la Ville favorisera les modes de déplacements sobres à travers ses actions en matière d'urbanisme, d'aménagement, de voirie, des pouvoirs de police et de la commande publique. Un Plan de mobilité de l'administration a ainsi été adopté en 2020 afin de développer le report modal et faire émerger des mobilités partagées et douces, dont la promotion du covoiturage et de l'électro-mobilité. Ce Plan se concrétisera en 2021 par la mise en œuvre de dispositions tangibles. Le renouvellement en cours des véhicules de la Ville devra quant à lui permettre de disposer, à terme, d'au moins 25% de véhicules propres, c'est à dire produisant peu ou pas d'émissions polluantes lors de leur utilisation (électriques, hybrides, utilisant l'hydrogène).

Un autre objectif concernera la conservation de la biodiversité. Ainsi, la Ville inscrira la biodiversité dans tous ses projets d'urbanisme et dans toutes les opérations d'aménagement. Elle s'attachera également à sanctuariser et à développer la végétalisation sous toutes ses formes en centre-ville (plantation d'arbres notamment), y compris en cessant strictement de recourir aux produits phytosanitaires pour l'entretien de ses espaces verts.

Enfin, il s'agira également de donner une priorité aux entreprises qui atténuent le changement climatique et ses conséquences et à défaut de les accompagner en ce sens. L'implication citoyenne de tous sera la clé indispensable de cette mutation longue et complexe.

Afin de susciter et de développer celle-ci, la Ville de Grasse entendra poursuivre son engagement sur les points essentiels suivants : informer régulièrement ses habitants sur la crise climatique et environnementale, garder les préoccupations des populations vulnérables au centre de tous les processus de planification des efforts de transition et encourager chacun à participer activement aux processus décisionnels.

Ainsi, chaque institution, chaque association, chaque entreprise et chaque Grassois seront sollicités et impliqués dans cette démarche, pour répondre sans plus attendre à l'urgence climatique.

## **ACTION CŒUR DE VILLE**

A la suite de la signature de la convention Action Cœur de Ville (ACV) en septembre 2018, la phase d'initialisation a permis à la collectivité de bénéficier d'ingénierie pour finaliser le diagnostic et affiner le projet urbain global de revitalisation territoriale de Grasse. Cette période a aussi enregistré des soutiens financiers à l'investissement pour certains projets matures (Palais de Justice).

La ville a ensuite structuré un véritable Plan guide de l'Action Cœur de Ville sur le périmètre de l'opération de revitalisation du territoire sous forme de fiches actions.

Ce Plan guide, porté par la Ville de Grasse et la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, est structuré autour des 5 axes majeurs suivants :

- Axe 1 : réhabilitation-restructuration de l'habitat en centre-ville (ex. : dispositif Denormandie, Intervention Action logement...)
- Axe 2 : développement économique et commercial équilibré (ex. : soutien aux commerçants du centre-ville, développement hôtellerie...)
- Axe 3 : accessibilité, mobilité et connexions (ex. : développement des modes actifs, valorisation traverses...)
- Axe 4 : mise en valeur de l'espace public et du patrimoine (ex. : requalification d'espace public, création d'un réseau de square, parcs, mise en valeur du patrimoine...)
- Axe 5 : accès aux équipements et aux services publics (ex. : développement de l'enseignement supérieur, réhabilitation des équipements sportifs, éducatifs, petite enfance et culturels...)

En 2020, de premières actions concrètes ont été mises en place pour le soutien aux commerçants, le développement de l'enseignement supérieur ou la végétalisation d'espaces publics, dans le prolongement des études structurantes réalisées. Ces actions ont été les suivantes :

### **AXE 2 : Développement économique et commercial équilibré**

- *Accompagnement à la redynamisation commerciale du centre-ville (animations, plateforme numérique, réunions...)*
- *Vitrophanie (phase 2)*
- *Remplacement de la sonorisation du centre-ville*
- *Mise en place de bornes interactives*
- *Actions de promotion du territoire*

### **AXE 3 : Développer l'accessibilité, la mobilité et les connexions**

- *Requalification et modernisation de la gare routière du cœur de ville*

### **AXE 4 : Mettre en valeur les formes urbaines, l'espace public et le patrimoine**

- *Phase 1 du déploiement d'un parcours d'interprétation urbain Ville d'Art et d'Histoire*
- *Végétalisation des espaces publics du boulevard Carnot*
- *Création d'œuvre muraliste VHLS sur les places de la Médiathèque*

- *Restauration de la chapelle Saint Michel*
- *Rénovation de traverse du Théâtre*
- *Acquisition de matériel de nettoyage urbain et création de PAV*

#### **AXE 5 : Fournir l'accès aux équipements, aux services publics, à l'offre culturelle et de loisirs**

- *Travaux de réhabilitation du couvent de la visitation et de la salle sous le cours pour l'accueil de l'enseignement supérieur*

Pour l'année 2021, plusieurs actions d'envergure viendront compléter les réalisations 2020 afin de permettre la revitalisation du centre-ville grassois.

### **LA POLITIQUE DE RENOUVELLEMENT URBAIN**

La mise en œuvre du Projet de Renouvellement Urbain des quartiers Porte Est et Gare restera pour l'année 2021, avec le Projet Action Cœur de Ville, l'une des pierres angulaires des actions de la Ville de Grasse.

L'enjeu de cet ambitieux Projet est de réussir la reconversion durable de ces quartiers en difficulté, pour les replacer dans une dynamique de développement équilibré et ainsi recréer un centre historique de grande qualité patrimoniale et contribuer, au final, à l'attractivité de la Ville de Grasse.

Toutes les opérations liées au Projet de Renouvellement Urbain sont à ce jour soit achevées, soit en cours d'achèvement.

Ainsi, en 2021, deux opérations majeures pilotées seront livrées et mises à disposition des Grassois : la nouvelle Médiathèque et les places Caporal Jean Vercueil, Morel, Rouachier et Four neuf.

Pour mémoire, la construction d'une nouvelle médiathèque répond à l'exigence d'implanter un équipement structurant majeur d'un rayonnement intercommunal dans un secteur dégradé, enclavé et socialement défavorisé.

Elle a pour objectifs :

- de satisfaire aux besoins de la population locale, du point de vue social, culturel et économique ;
- de drainer une population extérieure et créer des flux de circulation piétonne ;
- de contribuer à la requalification du bâti là où les interventions privées ont montré leur limite ;
- de mettre en valeur le patrimoine grassois.

Après les effondrements survenus en novembre 2015, le chantier de la construction de la Médiathèque a redémarré en août 2016 par la réalisation d'une part, de travaux de sécurisation des immeubles 47 et 49 rue Droite et d'autre part, de travaux de confortements structurels des immeubles 3, 5 et 7 rue Charles Nègre.

En 2017 et 2018, les travaux de gros œuvre liés à la réhabilitation des bâtiments confortés et à la construction neuve de la Médiathèque ont avancé rapidement. En 2019 et 2020, les bâtiments 47 et 49 rue Droite ont été entièrement reconstruits. Parallèlement, les aménagements intérieurs ont démarré ainsi que l'habillage des façades extérieures de la Médiathèque.

En 2021, l'ensemble de ces travaux seront achevés avec pour objectifs un achèvement des travaux en juillet 2021 et une première ouverture au public d'une partie de la médiathèque en septembre 2021.

Concernant la requalification des places publiques attenantes à la Médiathèque, le projet retenu par la Ville de Grasse est un aménagement urbain composé de dédale de dalles, de marches, de bassins, de gradins, de mini jardins, avec une fonction indéfinie, qui lui permettra d'être à la fois :

- un grand escalier dont les marches larges permettent une ascension agréable ;
- des gradins où s'installer pour contempler, attendre, lire, regarder une projection sur la façade de la médiathèque, se reposer à tout moment ;
- un lieu de découverte des jardins de senteur et des plantes d'autrefois ;
- une fontaine, où l'on a le droit de prendre le frais, les pieds dans l'eau, où l'on écoute de l'eau dégringolant ;
- une aire de jeux faite pour ceux qui militent pour le droit à l'intrépidité.

La place Morel sera conçue autour d'une ambiance de village : le lieu du bar, du jeu de boules, des retrouvailles en soirée, mais qui peut être aussi le lieu d'exposition et de culture. Le Rouachier sera le lieu charnière, la pièce maîtresse de l'aménagement. Le Réservoir et la place du Four Neuf serviront à mettre en scène la Médiathèque par une place très calme dans sa conception, qui reflètera l'avancée en porte-à-faux de l'étage et qui permettra un accès facile à la passerelle. Enfin, la place Caporal Jean Vercueil accueillera les espaces logistique et sécurité de la Médiathèque.



Le réaménagement complet de ce cœur d'îlot s'achevera en avril 2021.

Il convient d'ajouter qu'au cours du mois d'octobre 2020, l'artiste Alexandre FARTO, dit VHLS, est venu sculpter un portrait de Charles Nègre afin de rendre hommage à l'artiste-peintre grassois.

Conjointement, le Nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) issu de la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014, a été signé par l'ensemble des acteurs de la Politique de la ville en 2020. Ce programme permettra de poursuivre l'action engagée à travers le PRU et ainsi de réduire les écarts de développement entre le centre-ville de Grasse et les hameaux et d'améliorer les conditions de vie de leurs habitants.

Ainsi, il est envisagé en 2021 de premières réalisations de ce nouveau programme avec notamment la réfection de la Rue du Miel et le lancement du concours architectural et paysager pour la requalification de l'entrée Est du centre-ville, à savoir les espaces publics La Roque / Gambetta / Pontet / Porte neuve.

## **LA POLITIQUE SECURITAIRE**

L'équipement sécuritaire qu'est le poste de Police Municipale, réalisé en 2018, permet aujourd'hui d'accueillir l'ensemble des personnels de la Police Municipale dans des locaux rénovés, modernes, fonctionnels et adaptés à l'accueil des personnes à mobilité réduite.

Complété par l'aménagement de locaux de logistique dans l'immeuble 8 place César Ossola et par la création d'un point d'îlotage rue de la Pouost, une présence physique au cœur du centre historique est ainsi pérennisée. A ceci s'ajoute la présence de la Brigade de l'environnement avec ses 6 éléments qui occupent les locaux de l'ancienne Police Municipale.

Outre l'accueil bâtiminaire entièrement rénové, la Police Municipale a également été dotée en 2019 de 2 nouvelles motos de type Yamaha Tracer 900 et en 2020, de 2 nouveaux Segway.

En 2021, il sera procédé au remplacement de 3 véhicules vieillissants et peu adaptés par 2 nouvelles voitures de type Peugeot Rifter et 1 véhicule de type citadine.

En 2021, 200 K€ seront investis à la fois pour améliorer les conditions de travail des policiers municipaux, mais aussi pour poursuivre le maillage de la vidéo surveillance sur le territoire communal.

21 K€ seront également investis pour doter les agents de Police Municipale de caméras bodys, dont l'objectif est de permettre l'enregistrement lors des interventions de nos agents.

## **LA POLITIQUE D'AMELIORATION DU CADRE DE VIE**

Les espaces publics sont des éléments essentiels du cadre de vie au sein de la Ville de Grasse. Définissant l'identité de notre cité, les places, les avenues, les boulevards et les jardins publics structurent la ville.

Par leurs tracés, la qualité de leurs traitements, de nombreux espaces publics font partie intégrante du patrimoine urbain grassois et appartiennent à l'identité de la ville.

Cette politique, menée par la Ville de Grasse, doit donc contribuer à améliorer le cadre de vie urbain pour que les places, les cheminements, les jardins et l'ensemble des lieux publics constituent de réels espaces à vivre.

En 2016, 2017 et 2018, le boulevard Fragonard, la partie supérieure du boulevard Victor Hugo, l'avenue du Général de Gaulle et l'avenue Thiers, c'est-à-dire l'ensemble des voies d'accès au centre-ville de Grasse, ont fait l'objet d'opération de requalification et de mise en valeur comprenant également des aménagements de sécurité et la réfection de tous les revêtements de chaussée.

En centre historique, après la requalification de la rue Mirabeau réalisée en 2018, la rue Gazan a également fait peau neuve en 2019 et 2020. Cette voie a fait l'objet de travaux d'enfouissement des réseaux électriques, de renouvellement des réseaux d'eau potable et d'assainissement et la réfection de tout le revêtement de chaussée. La rue Gazan est sur un axe touristique majeur puisque conduisant à la Cathédrale de Grasse.

En 2019, un programme très complet de réfection de chaussée a vu le jour. Ce dernier comprenait notamment les opérations suivantes :

- Rénovation du boulevard Crouët,
- Réfection de la chaussée de l'avenue Pierre Sémart

- Sécurisation des avenues Saint Laurent et Saint Exupéry,
- Réfection de la chaussée du chemin de Blumenthal,
- Réfection de la chaussée du chemin de la Pouraïque,
- Requalification de l'espace public devant les commerces et les copropriétés rue des Grillons,
- Rénovation de la traverse Rose de Mai et du chemin des Groulles,
- Réfection de la chaussée du chemin du Grand Chêne,
- Rénovation de toute l'avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny et de l'avenue Georges Pompidou,
- Reprise partielle de la chaussée de l'avenue Sidi Brahim,
- Réfection de la chaussée des chemins des Chênes et des Chèvrefeuilles.

Enfin, l'année 2019 aura également été l'année du lancement d'une opération majeure de rénovation de voirie : la réfection des avenues De Lattre de Tassigny et Pompidou. Cet axe de circulation capital, mesurant plus de 1,9 km, sera entièrement refait. Les trottoirs seront élargis ou créés, une bande cyclable sera aménagée et surtout, la structure de la chaussée sera entièrement réparée afin de la rendre compatible avec le trafic de poids-lourds qu'elle supporte. L'ensemble de ces travaux se sont achevés au début de l'année 2020.

En 2021, la Ville de Grasse va poursuivre son ambitieux programme d'embellissement de l'espace public et de rénovation de la voirie avec une opération majeure : la requalification du boulevard Carnot.

Ce boulevard, long de 420 m, est une véritable porte d'entrée du centre-ville de Grasse en venant du sud. Il sera entièrement requalifié avec l'abattage des pins dangereux, l'élargissement et la mise aux normes PMR de tous les trottoirs, l'enfouissement de tous les réseaux secs (fibre, télécommunications, vidéo-protection, arrosage automatique, illuminations, éclairage public), la création de nouvelles jardinières et la plantation d'arbres majestueux, l'installation d'un nouveau mobilier urbain moderne et de qualité (bancs, bornes, potelets, barrières, bacs), la création d'emplacements de stationnement supplémentaires, le renouvellement du mobilier d'éclairage public et la réfection de toute la chaussée.

En termes de jardins publics, il convient tout d'abord de relever que le 9 juillet 2020 s'est tenue l'inauguration de la dernière phase des travaux de revalorisation du Jardin des plantes. Ce jardin a ainsi retrouvé toute la splendeur qu'il mérite.

Parmi les autres réalisations significatives de 2020, il est indispensable de noter l'aménagement du square Charles Pasqua dans le quartier de Saint Jacques et la rénovation du square des Fontaines à Saint François.

Pour 2021, la Ville poursuivra son objectif de création et/ou requalification d'au moins un jardin public par an. Ainsi, il est envisagé la rénovation du jardin Saint Exupéry et l'aménagement d'un nouveau jardin Avenue Sidi Brahim.

## **LA POLITIQUE DE GESTION DES BÂTIMENTS COMMUNAUX**

La politique poursuivie par la Ville en matière de gestion des bâtiments communaux revêt un enjeu majeur dans le cadre de la modernisation de ses services et du respect de l'environnement. Elle participe en effet à l'augmentation de sa performance et contribue, par une rationalisation du parc immobilier communal, à la maîtrise des finances communales. Elle est un des vecteurs principaux pour retrouver des marges de manœuvre financières.

Consciente de cet enjeu, la Ville a défini une stratégie patrimoniale qui vise plusieurs objectifs ambitieux :

- Des bâtiments communaux économes en énergie et sans émission de gaz à effet de serre,
- Un parc immobilier moins onéreux et mieux adapté aux missions de service public,
- L'optimisation des implantations et de l'occupation des sites,
- La réduction du parc immobilier,
- L'aménagement plus rationnel des espaces,
- L'amélioration de l'entretien des bâtiments,
- L'amélioration de l'intégration sociale (accessibilité aux personnes handicapées),
- La mise aux normes sécurité-incendie des établissements recevant du public.

Le programme de mise en conformité des établissements recevant du public (ERP) restera en 2021 une priorité pour la Ville, afin de garantir à tous les Grassois des locaux les plus sécurisés possible. Ce programme s'établira en étroite collaboration avec la commission communale de sécurité.

Mais la Ville a également la volonté de s'impliquer très fortement en matière environnementale.

Dans le prolongement de l'Agenda 21, la politique de rénovation et d'entretien des bâtiments communaux intégrera donc systématiquement les préoccupations environnementales dans ses opérations, afin de réduire les consommations énergétiques et les émissions de gaz à effet de serre.

Ainsi, pour satisfaire ses objectifs environnementaux, la Ville a souscrit des contrats de fourniture d'énergie électrique 100 % verte, c'est-à-dire d'énergie issue d'approvisionnement 100 % renouvelable.

En 2021, la Ville maintiendra ses investissements pour l'amélioration de l'efficacité des systèmes de production, de distribution et de régulation du chauffage à travers son Contrat de performance énergétique.

Parallèlement, la Ville livrera en 2021 le 4<sup>ème</sup> et dernier étage de l'ancienne Bourse du travail. Ce site accueillera à présent l'ensemble des services de la Direction des ressources humaines de la Ville au sein d'un seul bâtiment.

En termes de locaux destinés à l'enseignement supérieur, la salle polyvalente implantée sous le Cours Honoré Cresp sera divisée en deux afin de pouvoir accueillir un nouvel établissement supérieur à la rentrée universitaire 2021 : l'École française des métiers du cinéma, de l'audiovisuel et de la musique (*EFCAM*). Par ailleurs, l'Ecole de couture Denis Durand qui occupe des locaux dans l'ancienne école Jeanne d'Arc sera étendue.

Les travaux d'aménagement d'un Campus universitaire dans l'ancien Palais de Justice seront quant à eux engagés dès le début de l'année 2021, avec pour objectif l'ouverture de ce nouveau site universitaire à la rentrée scolaire 2022. Cette opération sera menée selon le référentiel de développement durable Bâtiments durables méditerranéens (BDM) afin d'être exemplaire en matière environnementale.

Enfin, l'accent sera également mis sur la sécurisation et la rénovation des bâtiments accueillant les agents municipaux ainsi que sur les logements de fonction.

## **LA POLITIQUE DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION**

La modernisation de l'administration communale poursuit plusieurs objectifs.

Elle cherche à améliorer l'organisation et le fonctionnement de l'administration et ainsi l'efficacité de l'action administrative et la qualité de la gestion publique. Elle cherche également à améliorer les relations entre l'administration et les Grassois et donc le service rendu aux citoyens. Elle cherche enfin à optimiser les organisations afin d'économiser les deniers publics.

Les actions prioritaires prévues en 2021 concernent la poursuite de la modernisation par la simplification de l'action administrative et l'accélération de la transition numérique.

Au cours des dernières années, le logiciel de gestion des services techniques dénommé AGAPE a été mis en service pour la gestion technique des bâtiments communaux, la gestion des fluides des bâtiments, la gestion des stocks du magasin de fourniture destiné aux bâtiments, le suivi technique des commissions de sécurité ainsi que pour les interventions réalisées par les équipes de régie des Ateliers bâtiments.

Ce logiciel permet aujourd'hui d'améliorer et de partager la connaissance, de disposer d'indicateurs de gestion et de performance et, à terme, d'optimiser les processus et les moyens de gestion.

En 2021, un logiciel métier sera installé au Service de la gestion du domaine public afin de professionnaliser les actions de ce service, d'améliorer sa productivité mais également de simplifier les demandes faites par les habitants et les entreprises.

Parallèlement, le Plan de renouvellement des véhicules des agents de la Ville se poursuivra. Près de 1,3 million d'euros auront été investis au cours des quatre dernières années. En 2021, une nouvelle enveloppe sera consacrée à ce Plan et permettra de renouveler 20 véhicules au total, l'objectif étant de remplacer tous les véhicules vieillissants et de permettre aux agents de la ville de disposer de véhicules adaptés et moins polluants.

De même, des investissements conséquents seront encore maintenus pour permettre aux agents municipaux de travailler avec des outils et des équipements modernes, mais également dans des conditions de travail sécurisées. Des travaux de sécurisation des bâtiments seront réalisés et une attention toute particulière sera apportée sur les Equipements de protection individuelle (EPI) afin que ces derniers soient pleinement adaptés et efficaces.

Enfin et comme évoqué précédemment, de nouveaux locaux modernes et adaptés seront entièrement livrés dans la Bourse du travail pour accueillir les personnels de la Direction des ressources humaines. Ce déménagement permettra de rassembler la majeure partie des services municipaux sur un seul et même site situé dans le centre historique de Grasse, facilitant ainsi les relations de travail et les déplacements pour les agents.

## **LA POLITIQUE DE RESTAURATION DU PATRIMOINE HISTORIQUE**



La ville de Grasse dispose d'un patrimoine architectural et urbain de très grande valeur. La ville compte en effet sur son territoire 25 édifices comportant au moins une protection au titre des monuments historiques.

Parmi ces monuments d'intérêt patrimonial, 10 sont propriétés de la Ville, dont 3 sont classées monuments historiques : la Cathédrale Notre-Dame du Puy, le Palais épiscopal (Hôtel de Ville) et la Villa Fragonard.

Du fait de ce patrimoine exceptionnel, la ville de Grasse est labellisée « Ville ou Pays d'art et d'histoire » par le ministère de la Culture et de la Communication.

En 2017, la Ville a souhaité lancer un ambitieux projet de restauration et de revalorisation de son patrimoine historique.

Au cours de ces dernières années, deux études architecturales majeures ont été menées, afin de redonner une vitalité au processus de préservation de ces monuments historiques. L'ancien Palais épiscopal et la Cathédrale Notre-Dame du Puy ont fait tous deux l'objet de recherches historiques, d'une étude diagnostique et d'un avant-projet global, afin d'établir un état des lieux complet de l'état de ces bâtiments et d'envisager un schéma directeur de restauration et de revalorisation pour les cinq à dix prochaines années.

Concernant le Palais épiscopal, les objectifs poursuivis par la Ville à travers l'opération de restauration sont :

- la restauration et revalorisation d'un monument historique unique,
- l'aménagement de nouvelles fonctions valorisantes en lien avec l'édifice : installation du Centre d'Interprétation de l'Architecture et du Patrimoine (CIAP),
- la réouverture de ce monument au public (Grassois et touristes),
- la mise aux normes en vigueur (accessibilité et sécurité-incendie),
- l'amélioration de l'efficacité énergétique (économies d'énergie).

Une première phase de travaux a vu le jour en 2019 avec le confortement structurel de l'arche extérieure du Palais épiscopal et la remise en état de la cour des orangers.

En 2021, une deuxième phase de travaux, qui portera sur le hall et la cage de l'escalier du Palais épiscopal, sera réalisée. Par ailleurs, les études globales relatives à la restauration de cet édifice seront menées à leur terme afin de pouvoir lancer les phases suivantes de l'opération de remise en état de ce monument.

Concernant la Cathédrale Notre-Dame du Puy, de premiers travaux d'urgence ont été réalisés en 2020 au niveau du clocher pour remédier aux nombreuses infiltrations d'eau. En 2021, il est envisagé de finaliser l'ensemble des travaux liés au clocher avec notamment la réparation des cloches de la Cathédrale.

La Villa Fragonard accueillera pour sa part des travaux de restauration en 2021. Le bloc sanitaires publics sera ainsi entièrement rénové ainsi qu'une cave attenante. Une issue de secours supplémentaire sera également créée à l'extérieur du site.

Parallèlement, le Plan de rénovation des chapelles se poursuivra avec deux nouvelles opérations en études : la restauration des chapelles Sainte Lorette et Sainte Anne.

Enfin, le Plan de restauration des fontaines et des lavoirs continuera en 2020 avec la rénovation de trois fontaines et lavoirs supplémentaires.

## LA POLITIQUE CULTURELLE

L'année 2021 sera pour la politique culturelle de la Commune, celle de l'ouverture de **La Source – Médiathèque Charles Nègre**.

Les 3 600 m<sup>2</sup> de cet équipement culturel hautement financé par les partenaires publics, va ouvrir progressivement ses portes à compter de septembre 2021. C'est le résultat de plus de dix années de travail et de concertation entre les besoins de la population, la lecture publique et le renouvellement du centre historique de Grasse.

Les différents étages de la Médiathèque répondront aux besoins de chaque tranche de la population grassoise, aux thématiques usuellement offertes aux administrés mais ils pourront aussi y découvrir des nouveaux services et des nouvelles technologies pour le plaisir de tous et l'envie de découvrir ensemble, de partager et de se rencontrer.

Une Médiathèque est un équipement culturel particulièrement dédié à sa population locale. Il se doit de donner l'envie d'un usage régulier et sans cesse renouvelé. Le personnel doit être formé et doit pouvoir conseiller, diriger et insuffler des

lectures, des écoutes ou des visionnages de la collection de la Médiathèque. C'est en ce sens que des recrutements extérieurs ont été faits par l'administration.

Cette Médiathèque construite comme un 3<sup>ème</sup> lieu, entre celui de la famille et celui du travail, sera aussi progressivement celui du 4<sup>ème</sup> lieu, où on cherche à faire « par soi-même » avec d'autres, en échanges, en rencontres, en ouvertures. Les administrés sont à la recherche de lieux de développement durable où les collections sont partagées, où le bien-vivre ensemble est présent et où l'on pense à l'avenir commun.

La signature du **renouvellement du label Ville d'Art et d'Histoire** en août 2019 va permettre aux équipes d'écrire la scénographie du prochain CIAP (Centre d'Interprétation de l'Architecture et du Patrimoine), qui se trouvera dans le Palais Episcopal. Les études techniques devraient être finalisées au cours de l'année 2021 et ainsi permettre l'écriture et la localisation du CIAP dans un des monuments classés de la Ville de Grasse.

Le développement de la politique d'accueil des étudiants sur notre territoire va conduire à déplacer et à **regrouper les collections des Musées de la Ville et des Archives communales** dès le 1<sup>er</sup> semestre 2020 sur l'ancien lycée de Croisset. Ce regroupement se fera dans les normes de conservation des collections précieuses et dans le respect des délais et des besoins de conservation des archives de la Commune. L'implantation est travaillée avec les services culturels de l'Etat.

En 2021, le Ministère de la Culture donnera aussi ses nouveaux critères d'éligibilité pour labelliser les conservatoires avec compétence communale, départementale et régionale. **Le Conservatoire de la Ville de Grasse** devrait garder sa labellisation communale et pourra s'il le souhaite postuler pour obtenir un label départemental, soit avec un partenariat d'une compagnie théâtrale ou chorégraphique, validée par la Direction Régionale des Affaires Culturelles. Ce développement à une nouvelle discipline offrira une nouvelle perspective pour les Grassois férus d'art et souhaitant que leurs cycles d'enseignement soient validés par un diplôme reconnu nationalement.

La signature de la convention entre la CAPG, la Ville de Mouans-Sartoux et la Ville de Grasse sur le développement de l'Education Artistique et Culturelle en 2019 permet à nos trois collectivités de territoire de **postuler en 2021 pour un territoire « 100 % label EAC »** en direction de tous les publics : crèches, maternelles, élémentaires, collèges, lycées, universités, adultes, famille, seniors, publics empêchés...

## LA POLITIQUE VIE SCOLAIRE ET JEUNESSE

Au cours de l'année 2020, le **groupe scolaire de Saint-Mathieu aura bénéficié d'une extension**. L'école aura ainsi découvert un nouvel espace de restauration conforme à la taille de l'école et au nombre de ses demi-pensionnaires et une cour agrandie. En 2021, elle disposera d'une salle multi-activité et d'espaces polyvalents supplémentaires.

Ces travaux d'envergure étaient demandés depuis plusieurs années par la sphère éducative et par les différents conseils d'école successifs.

La suite du **plan Multimédia dans les écoles maternelles et élémentaires** continuera sur 2021. Chaque classe d'élémentaire pourra petit à petit obtenir un vidéo-projecteur, un ordinateur, des enceintes sons et un tableau blanc afin de projeter ses cours, supports vidéos ou exercices interactifs en classe. Ces dotations progressives permettront aux enseignants de suivre les demandes du Ministère de l'Education Nationale en termes d'apprentissage aux nouvelles technologies, mais aussi d'accéder aux nombreux nouveaux supports numériques actuellement sur le marché.

La finalisation du **plan Vigipirate Attentat Ecoles** par la mise en place, après les enceintes, les portails, les visiophones, les badges sécurisés, sera celle des brise-vues, des loquets à certaines classes, des stores ou rideaux sur d'autres... Cette dernière phase se fera en concertation avec les services de secours et incendie car parfois, dans certains plans de mise en sécurité attentat, il y a une non adéquation avec la mise en sécurité incendie. Cette dernière phase se fera donc au cas par cas, en fonction de chaque école et de sa direction.

L'amélioration des conditions de travail des agents de la vie scolaire se poursuivra par l'acquisition progressive de **mobiliier des salles de restauration en maternelle** : les tables et les chaises sont rehaussées pour que les adultes aient moins à se baisser et positionnent les enfants de maternelle dans une position de « plus grand » permettant une gestion de leur temps de cantine plus autonome. Cette démarche contribue à la **baisse des risques psychosociaux** des agents, comme l'a permis la signature en 2019 de la Charte des Atsem entre l'Education Nationale et la Ville de Grasse.

**La restauration scolaire et la lutte contre le gaspillage alimentaire** seront des partenaires incontournables pour l'année 2021, dernière année complète de la Délégation de Service Public qui lie la Ville à la Société Sodexo.

Après avoir demandé en 2019 la création d'une vraie cuisine centrale, d'un développement d'une cuisine locale, méditerranéenne et végétarienne, la Sodexo va mettre en place sur les 23 offices de la Ville des menus plus adaptés aux enfants selon les tranches d'âge. Elle va proposer ses plats avec des présentations plus attrayantes, offrir un repas végétarien par semaine et un repas totalement bio par mois.

Ces politiques du Goût, de l'aide à la formation de notre personnel communal, du « donner envie de consommer » s'inscrivent totalement dans la lutte contre le gaspillage alimentaire en lien bien évidemment avec la loi EGalim.

La restauration collective va vivre de profonds bouleversements dans les prochaines années, et la Ville de Grasse s'inscrit immédiatement dans ce changement de pratiques et de la consommation dès 2021.

Le **service Jeunesse** continue ses missions de développement du citoyen dans les temps périscolaires et extrascolaires en collaboration avec les équipes de l'Education Nationale.

Les projets pédagogiques suivent les projets d'écoles et les projets des centres de loisirs suivent les grandes manifestations grassoises, comme celles des fêtes de Noël ou d'Exporose. Les enfants du périscolaire peuvent aussi profiter d'ateliers philosophiques, sportifs, culturels ou gastronomiques offerts par des associations de la Ville.

Ils bénéficient aussi en tant que citoyen d'une ville engagée dans le développement durable par des ateliers contre le gaspillage alimentaire, pour le compostage ou pour le développement des poules en milieu scolaire.

Le nouveau **Contrat Enfance Jeunesse** entre la Ville, la Caisse des Allocations Familiales et les associations d'éducation loi 1901 va permettre une meilleure homogénéité de l'offre sur le territoire en répartissant les journées enfants de manière équitable et en fonction des besoins différents des populations sur les différents hameaux de Grasse. Un coût moyen journée, un coût moyen périscolaire et mercredi vont être fixés pour que les structures associatives puissent se projeter dans leurs projets et leurs perspectives pendant toute la durée du nouveau CEJ.

Le **Conseil Municipal des Jeunes** s'inscrit totalement dans la politique jeunesse de la Ville. Deux enfants de classe de CM2 chaque année, de chaque école élémentaire découvrent le fonctionnement d'une Mairie, de ses services, de la mise en place de projets choisis par eux. Ce dispositif répond aux prérogatives de l'Etat dans l'apprentissage de la citoyenneté, des règles de la République, du choix de sa laïcité et de la lutte contre les radicalités.

## LA POLITIQUE SPORTIVE

La politique sportive pour l'année 2021 poursuivra les mêmes objectifs que depuis le début du mandat, à destination des associations sportives, des scolaires et de chaque Grassois.

Axe majeur de la politique sportive, les subventions allouées aux associations bénéficieront d'un maintien de l'enveloppe financière votée afin d'aider le fonctionnement quotidien des clubs, dans un cadre budgétaire pourtant toujours plus contraint.

Cette décision de l'assemblée communale viendra encourager le tissu associatif local composé principalement de bénévoles engagés.

Le virage amorcé depuis 2014 vers la jeunesse se poursuivra avec, il faut l'espérer, une nouvelle édition des « Collégiales » et la reconduction des « Grasse Campus Games », rendez-vous sportivo-culturel à destination des étudiants présents par centaines dans la ville.

Parallèlement, la Ville poursuivra sa politique d'investissement dans le cadre de l'amélioration des infrastructures sportives pour lesquelles il est difficile d'obtenir des subventions de nos partenaires institutionnels.

Il est ainsi à l'étude la réfection de la piste d'athlétisme et des éclairages du stade de Perdigon, la création d'un terrain de football synthétique, avec des équipements connexes supplémentaires sur la base sportive de la Paoute.

La montée en gamme des salles de musculation des Fleurs de Grasse et de l'allée des Bains, ainsi que d'autres projets, font l'objet actuellement d'études afin de trouver des partenariats et limiter ainsi leur impact financier sur le budget de la Ville.



## BUDGET SERVICE EXTERIEUR POMPES FUNEBRES

### LE COMPTE ADMINISTRATIF 2020

RECETTES EN K€		DEPENSES EN K€	
EXPLOITATION			
EPARGNE REPORTEE	114		
CAVEAUX, ENFEUS,CASE	26	CAVEAUX, ENFEUS,CASE	62
TOTAL	140	TOTAL	62

Le résultat de clôture s'établirait pour 2020 à 78 K€.

### LE CADRE PLURIANNUEL 2021 – 2025

RECETTES		DEPENSES	
EXPLOITATION			
RESULTAT REPORTE	78	CAVEAUX, ENFEUS,CASE	203
CAVEAUX, ENFEUS,CASE	125		
TOTAL	203	TOTAL	203

#### Section exploitation recettes

##### Ventes caveaux, enfeus et cases

Ce résultat correspond aux ventes constatées.

#### Section exploitation dépenses

Caveaux, enfeus et cases.

La commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 26 janvier 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **PRENDRE ACTE** de la tenue du débat d'orientation budgétaire.

Après la présentation du rapport d'orientation budgétaire, le Maire a ouvert le débat. Les Conseillers Municipaux ont alors pu apporter leur contribution. Le Conseil Municipal prend acte de la tenue du débat d'orientation budgétaire.

Deliberation officialisée le 10 FEV. 2021  
suivent les signatures  
**POUR EXTRAIT CONFORME**  
Le Maire,

